DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Maurice BARDECHE

Douaumont – Sarrebrück – Washington

Déclaration sur la Sarre

•

PER ENGDAHL

Le nationalisme facteur de paix

•

Pierre HOFSTETTER

Une grande semaine politique anglaise

•

Jacques MAYENNE

La bataille de la bombe H

SOMMAIRE COMPLET, PAGE 2

18

NOVEMBRE 1954

Prix : 100 fr.

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS

Novembre 1954 N° 18 Prix : 100 francs, Belgique 14 francs belge.

Les idées et les faits

Douaumont, Sarrebrück, Washington

Une démarche a été adressée au président du Conseil par un groupe de personnalités pour obtenir l'autorisation de transférer à Douaumont le corps du maréchal Pétain, conformément à sa dernière volonté.

Disons tout de suite, avant de prendre position sur l'opportunité de cette démarche, que nous comprenons parfaitement les motifs qui l'ont inspirée. Ayant assumé volontairement de poursuivre au-delà du procès et au-delà de la mort la défense de la mémoire du maréchal, Me Jacques Isorni a parfaitement le droit de ne songer à rien d'autre qu'à la réalisation effective d'une intention dont il est le dépositaire. Il n'y a rien dans son attitude personnelle que je blâme, je voudrais d'abord que ce point soit tout à fait clair. Je n'oublierai pas, et certainement beaucoup d'autres avec moi, que rien n'obligeait moralement Me Isorni à accepter de compromettre sa carrière et de marquer son nom en prolongeant devant l'opinion la défense qu'il avait assurée à la barre. Dans le camp des vaincus, Jacques Isorni est un volontaire. Cela, je pense, restera toujours présent dans nos mémoires et dans nos cœurs.

Je n'en crois pas moins qu'on aurait dû dissuader Me Isorni de se prêter à une démarche dont on n'a pas vu toutes les perspectives. Il est certainement satisfaisant et émouvant pour tous les hommes auxquels il reste quelque noblesse que le vieux maréchal repose auprès de ses soldats à la place que lui assigne l'histoire et qu'il a voulu pour lui-même. Il n'est

pas moins important que ce geste symbolique ne soit pas accordé par n'importe qui, ni réalisé dans n'importe quelles conditions.

Car le retour du maréchal à Douaumont n'est pas seulement l'exécution de la dernière volonté d'un mort. Il est un geste qui a une portée nationale à la fois de la part de ceux qui l'autorisent et de la part de ceux qui le sollicitent. Le corps du maréchal n'est pas n'importe quel cadavre, Douaumont n'est pas n'importe quel cimetière. Ce retour est le signal de l'éloignement du passé, il est un symbole d'apaisement et aussi une promesse de silence et d'oubli. Pouvions-nous passer ce contrat avec n'importe qui, dans n'importe quelles conditions?

L'aurions-nous demandée à un gouvernement communiste cette autorisation? L'aurions-nous demandée à Léon Blum? Je ne dis pas cela, croyez-le bien, pour telle ou telle raison spéciale contre M. Mendès-France, mais pour cette raison beaucoup plus grave : Pensez-vous qu'avec un gouvernement communiste, pensez-vous qu'avec un cabinet Léon Blum, les conditions de l'apaisement national, c'est-à-dire les conditions du retrait de notre plainte, de la plainte que nous élevons contre la France officielle, eussent été réalisées ? Pensez-vous qu'elles le soient avec le cabinet Mendès-France ? Ne pensez-vous pas qu'il y a une équivoque, une équivoque fondamentale et dangereuse, à laisser croire au régime qu'il a effacé solennellement par ce geste même, dix ans de cauchemar et de division des Français, tandis que nous nous dirons, nous, devant cette tombe, que la lutte qui nous a été imposée n'est pas terminée, qu'elle continue et qu'elle continuera jusqu'à ce que nous soyons rentrés, la tête haute, dans la vie nationale ?

Car enfin, nous savons très bien ce qu'on ne manquera pas de nous dire. Nous pouvons le formuler dès maintenant le raisonnement de la France officielle, de sa presse, de ses hauts fonctionnaires.

« Vous êtes des aigris et des irréductibles, nous dira-t-on. Vous n'observez pas la loi du silence et de la réconciliation. Vous l'avez votre maréchal, il est à Douaumont, on vous l'a conduit là avec des trompettes, des drapeaux, un préfet et un nombre décent de généraux, ou on vous l'a laissé conduire avec vos trompettes, vos drapeaux, vos anciens préfets et vos anciens généraux; on a effacé par ce geste symbolique sa *trahison*, et c'est M. Mendès-France qui a fait cela, ce n'est pas M. Laniel, ni M. Pinay, ni M. Robert Shuman, c'est M. Mendès-France, c'est la maison Mendès-France, 26, avenue Matignon, Paris.

« Vous, vous êtes devenus entre-temps chauffeur de taxi, représentant en produits pharmaceutiques, aide-comptable, professeur d'enseignement libre, enfin ce que vous voudrez. M. Mendès-France est devenu ministre, et M. Boris a aussi une jolie petite situation, et aussi M. Nora, et aussi M. Bleustein. Ça, vous devez comprendre que c'est bien naturel. Il ne faut pas oublier que M. Mendès-France et M. Boris, et M. Nora et M. Bleustein *ont eu raison*. Et vous, qu'est-ce que vous voulez, pendant ce temps-là, vous, il vaut mieux ne pas en parler. On vous rend votre maréchal, on a sonné « Aux Champs » pour lui, on vous oubliera vous et lui, lui dans son tombeau, vous dans votre trou, mais maintenant, après ce beau geste, acceptez les *situations acquises*. Nous tirons un trait sous le passé, c'est fini, ne parlons plus des vieilles histoires. Vous voyez que M. le président Mendès-France a fait là *un gros sacrifice*. Alors, vous, ce qu'on attend de vous, c'est l'acceptation, de la bonne humeur, et le respect d'une hiérarchie nationale, d'une situation de fait qui vous est peut-être un petit peu défavorable, mais enfin qui pourrait être bien pire ».

C'est ce qu'on peut appeler du beau travail. C'est un contrat génial. La paix est signée, la grande paix qui met fin à dix ans de guerre civile. Nous nous interdisons de continuer le combat, et, bien entendu, la ligne de démarcation passe par les positions occupées par les adversaires au moment du « cessez le feu ». Nous, il nous restait encore une arme, c'est cette injustice que nous représentions, c'est cette souffrance que nous représentions, c'est cette épine que nous étions, enfoncée dans la chair de la France. Nous la déposons cette arme. En échange de quoi ? D'une sonnerie de trompette. C'est sûrement ce qu'on appelle « déposer les armes dans l'honneur et la dignité ».

En acceptant cette réconciliation spectaculaire, en la laissant solliciter par nos représentants, nous acceptons le poids de la reconnaissance et les engagements de la pacification. Nous les acceptons toutefois, dans le contrat actuel, en ratifiant notre propre expropriation, en admettant notre qualité de Français de seconde zone dans notre propre pays, sans qu'aucune garantie nous ait été donnée pour notre retour dans notre patrie, sans qu'aucune protestation même ait été élevée contre la situation qui nous est faite.

Nous n'avions pas à *demander* au gouvernement actuel le retour du maréchal à Douaumont. Si le gouvernement était

assez adroit pour nous l'offrir lui-même, nous ne pouvions nous y refuser, et nous ne pouvions que nous incliner. En laissant le gouvernement prendre cette initiative, le retour à Douaumont devenait une manifestation purement gouvernementale que nous étions en droit de regarder poliment et froidement. En la sollicitant, nos représentants ont donné à cette manifestation le caractère d'un pacte.

Qu'ils le signent donc, mais qu'ils sachent qu'ils le signent sans nous, du moins, sans un certain nombre d'entre nous. Ce n'est pas la réconciliation que nous refusons, c'est la réconciliation sans conditions. La réconciliation, nous continuons à la réclamer et nous continuerons à la réclamer, mais nous la voulons claire et complète. Nous la voulons pour tous sans exception. Nous la voulons avec les réparations qu'elle comporte. Le retour du maréchal à Douaumont devait en être le couronnement et le terme. Il ne pouvait avoir de sens que s'il était en même temps le retour de tous les Français dans la communauté nationale. C'est ce qu'il n'est pas.

Tant qu'il y aura des discriminations entre Fran;ais, tant que certains Français seront effectivement des mercenaires dans leur propre pays, tant qu'une amnistie véritable et totale n'aura pas effacé radicalement, autant qu'il est possible aux hommes de le faire, les heures tragiques de l'épuration, le maréchal sera toujours pour nous à l'île d'Yeu, prisonnier comme nous sur une terre étrangère, souffrant avec nous, persécuté comme nous.

*
**

La réconciliation qui nous est ainsi offerte ressemble beaucoup à celle qui est offerte à l'Allemagne. Il y a de l'unité dans les projets de M. Mendès-France. Notre presse célèbre avec lyrisme la réconciliation franco-allemande, en des articles où il est question naturellement de notre générosité. Cette réconciliation se fait également sur la base des positions acquises. La France généreuse oublie, elle oublie le mal que lui a fait l'Allemagne, mais bien entendu il faut bien que l'Allemagne comprenne à son tour qu'elle ne peut pas s'en tirer les braies nettes. On lui pratique l'extraction sans douleur de la Sarre, puis on lui frappe joyeusement dans le dos, comme à un petit enfant chez le dentiste. Là encore, M. le président Mendès-France a fait un gros sacrifice, il a serré M. le chancelier Adenauer dans ses bras. Alors, que l'Allemagne réponde par de la bonne humeur, elle aussi, qu'elle accepte de se laisser arracher sans histoires une malheureuse petite province

qui, après tout, n'est même pas aussi grande qu'un département français.

On se demande ce qu'il faut le plus admirer dans cette affaire, de la légèreté d'un chef de gouvernement qui improvise une telle solution et la tient pour satisfaisante ou de l'inconscience d'une presse qui prétend fonder là-dessus la réconciliation franco-allemande. Ni les uns ni les autres ne paraissent voir que le traité de Paris est un coup de poignard dans les accords de Londres. La stupeur de la presse allemande ne les éclaire même pas. Ils ne voient pas la contradiction. Ils sont éblouis par l'idée qu'ils ont « autorisé » l'Allemagne à réarmer. La pensée ne les affleure même pas que les accords de Londres ne sont peut-être pas si populaires en Allemagne qu'ils l'imaginent, que l'idée de servir sous le commandement d'un maréchal de France n'enthousiasme peut-être pas autant les Allemands qu'elle intéresse les Français. que la multitude des contrôles et des renonciations qui est un grand sujet de satisfaction pour nous, n'en est peut-être pas un pour les Allemands, et que, s'il faut joindre à tout cela le sacrifice de la Sarre, les Allemands pourraient bien nous laisser nous réjouir tout seuls des solutions trouvées par nos hommes d'Etat. Un homme moins sûr de lui que M. Mendès-France eût peut-être été visité par la pensée que le traité de Paris pourrait bien être un jour plus utile à la cause russe qu'à la cause européenne. Mais M. Mendès n'est jamais troublé par des pensées de ce genre. C'est bien ce qu'on lui reproche.

*
**

A la vérité, l'idée qu'on se faisait il y a quelques mois de M. Mendès-France était assez inexacte. On avait cru voir en lui un homme qui avait un programme. Il a fallu bien vite y renoncer. M. Mendès-France n'a pas de programme, il n'a pas de solutions méditées à l'avance, il improvise des arrangements. Il coupe, il taille, il raccommode avec décision. Il choisit le plus facile. Il cherche à provoquer à tout prix un moment d'euphorie. A quel prix ? Aucune importance. Sa manière est toute pratique. Il y avait une difficulté : il n'y a plus de difficulté, Mendès est passé par là. Aussi a-t-il l'œil fixé sur son compteur. — « Sur quel arrangement aurai-je une majorité ? ». C'est pour lui le seul problème. Quant à ce qui se passera dans trois ou dans cinq ans, on verra bien. On l'a pris pour un homme d'Etat. C'est beaucoup plus simple, c'est une

machine à calculer. C'est beaucoup plus simple, mais ce n'est pas très rassurant.

Je crains que nous ne payons assez cher dans l'avenir notre joli petit traité de Paris. Mais il n'y a pas que le traité de Paris. L'allégresse avec laquelle nous avons jeté par dessus bord l'idée européenne et l'insouciance avec laquelle nous répétons qu'il ne faut pas s'inquiéter, qu'il y aura une Europe quand même, ne nous réservent pas moins de surprises. Les accords de Londres pourraient bien un jour nous coûter aussi cher que le traité de Paris.

*
**

Cette improvisation, qui a tous les dangers de l'irréflexion n'en coïncide pas moins avec un certain tempérament. M. Mendès-France n'a peut-être pas de doctrine, mais une lecture attentive des derniers événements prouve qu'il a des penchants.

Ce sont les étranges gloussements d'allégresse du rapprochement franco-allemand émis au moment même où l'Allemagne est mutilée et bafouée, ce sont les bonnes bourrades dans le dos d'Adenauer et de Mendès-France qui nous mettent sur la voie. En vérité, cette amitié franco-allemande qui comporte le vol de la Sarre, la condamnation à mort d'Oberg et de Knochen, la ratification silencieuse de la prison éternelle à laquelle sont condamnés les soldats allemands qui ont loyalement servi leur pays, tout cela forme un tableau clinique complet et assez clair. « Antifascistes de tous les pays, unissez-vous », voilà le vrai sous-titre des accords de Londres et de Paris.

L'amitié franco-allemande, nous avons enfin compris ce que c'est pour M. Mendès et ses associés. C'est l'amitié des honnêtes gens qui abattaient d'un coup de mitraillette les territoriaux de la corvée de soupe avec ceux qui faisaient passer à Londres des renseignements confidentiels sur la production et les mouvements de troupes de leur propre pays ; c'est l'amicale des dénonciateurs et des épurateurs ; c'est l'aimable et affectueuse collaboration des polices politiques, c'est la *Rote Kapelle* embrassant *Libération-Vengeance* ; c'est le syndicat de la haine, de la persécution et de l'ordre moral. Pour cette Allemagne-là, pour cette bonne Allemagne des traîtres à leur pays et des saboteurs, *Le monde* et *Le Figaro* débordent d'effusion. On se reconnait et on se caresse. On s'aimera bien, une vie nouvelle commence, on fera des affaires, on enverra des conférenciers. Les larmes aux yeux, Adenauer offre la Sarre en cadeau de noces. La lèvre humide,

Mendès répond en tirant son portefeuille. L'Allemagne sera souveraine, mais elle fera un *bon usage* de sa souveraineté. Il y aura une armée allemande, mais ce sera M. Mendès qui nommera les officiers au-dessus du grade de colonel, qui signera des bons de fournitures quand il faudra un tank ou un avion, et qui enverra les nuées de jolis inspecteurs consulter le fichier politique des sous-lieutenants.

Les déclarations du trop aimable Mitterrand complètent cet ensemble harmonieux. En même temps qu'on aimera bien ces bons Allemands anti-nazis, on va s'occuper un peu de ces petits groupes « de droite » qui se sont cru permis d'allumer les chandelles de la réconciliation franco-allemande avant l'heure de la représentation. A nous la trique et vivement. Nous allons leur montrer à coup de bonnes opérations policières ce que c'est que la nouvelle *ligne* de la réconciliation franco-allemande. La nouvelle réconciliation franco-allemande consiste à bien distinguer entre les Allemands ; la mauvaise réconciliation franco-allemande consiste à tendre la main indistinctement à tous les Allemands. La nouvelle réconciliation franco-allemande consiste à maintenir à Werl et à Spandau les généraux allemands ; la mauvaise réconciliation franco-allemande consiste à penser à les en faire sortir. La nouvelle réconciliation franco-allemande consiste à voler une province à l'Allemagne ; la mauvaise réconciliation franco-allemande à respecter l'intégrité de son territoire. Un véritable ami de l'Allemagne, en somme, pour M. Mendès et M. Mitterand, c'est celui qui lui met la botte sur le ventre après lui avoir énergiquement labouré les côtes : mais si l'on trouve des gens pour tendre la main à l'Allemagne blessée, ce sont sûrement de mauvais amis de l'Allemagne, des conseillers du diable, des envoyés de Malin, que M. Mitterand, soyez-en sûrs et M. Mendès-France sauront bien empêcher de danser en rond.

*
**

Eh bien, naïfs Américains, illuminez maintenant ! Vous l'avez votre réconciliation franco-allemande, soyez heureux. Recevez M. Mendès avec des fleurs et des confettis, mais n'oubliez pas, s'il vous plaît, une ombre qui dans le défilé triomphal, sera assise auprès de lui, et qui est celle d'Otto John. Applaudissez, bons Américains, applaudissez naïfs Américains ! Vous applaudissez en réalité, dix, cent, des millions d'Otto John que M. Mendès entraîne dans son sillage. Reconnaissez-les. Depuis 1945, ils portent le même nom, ils se recon-

naissent aux mêmes signes. Applaudissez naïfs Américains, applaudissez la trahison. Car *ils vous trahiront*. Leur vocation, leur cœur, les luttes et les alliances de leur passé vous savez où elles les dirigent. Vous croyez avoir enfin construit le boulevard de l'Occident. Je vous donne rendez-vous dans trois ans, naïfs Américains, et même bien avant. Le grand syndicat des antifascistes vous prépare un Munich de sa façon. Quand *l'Internationale* tonnera derrière les canons du côté de la Vistule, vous les verrez blêmir et se défaire, et reconnaître le chant sacré de leur jeunesse. Vous apprendrez alors, mais trop tard, vous apprendrez à *l'heure de vérité* que vous avez applaudi follement au sacrifice de vos vrais alliés.

Si je connaissais un ami américain, je lui dirais que son pays n'a plus un jour à perdre. Si l'Amérique se laisse prendre à ce Front Populaire renaissant, si elle laisse se reconstituer devant elle le rêve de Roosevelt, l'esprit de 1945, elle est perdue et l'Europe avec elle. Elle se prépare, à coup sûr, à la plus gigantesque trahison de l'histoire, et au moment le plus grave, elle s'expose de la part de ses alliés, à la plus dramatique des capitulations.

Maurice BARDECHE.

Déclaration sur la Sarre

Il y a un an, dans son numéro de novembre 1953, *Défense de l'Occident* prenait position sur la question de la Sarre, et, seul dans toute la presse française, exprimait l'idée que les prétentions françaises sur la Sarre étaient contradictoires avec la volonté sincère d'aboutir à une communauté européenne économique et politique. Cet article fut alors reproduit par divers organes de presse en Allemagne. Depuis cette date, l'abandon de l'idée d'une communauté européenne a posé en des termes un peu différents le problème de la Sarre. Nous n'en pensons pas moins que, même si l'idée d'une communauté organique, politique et économique se trouve abandonnée, une réconciliation sincère et profonde avec le peuple allemand n'en est pas moins la base fondamentale et durable de toute politique constructive pour la France. A ce point de vue, nous trouvons profondément regrettable l'obstination avec laquelle l'actuel gouvernement français a insisté pour maintenir en Sarre les conditions préalables d'une séparation de la Sarre et de l'Allemagne à laquelle les hommes politiques français n'ont pas encore renoncé. Et nous ne pouvons, à ce propos, que reproduire, sans rien y changer les termes même de notre article de novembre 1953 :

« *Malgré tous nos discours sur l'Europe, nous retombons dans l'antique système qui veut que le vaincu soit dépouillé. Le vaincu est ici dépouillé poliment, mais il est dépouillé tout de même. Est-ce là cet esprit nouveau que nous avions promis d'introduire dans les affaires européennes? Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction à proposer, d'une part, des mesures qui sont les prémices d'une communauté pour l'avenir et à soutenir, d'autre part, des revendications qui sont un héritage direct des méthodes du passé?* »

« *Je regrette qu'au commencement d'une politique qui comporte, qu'on le veuille ou non, une association loyale avec l'Allemagne, le gouvernement français commence par filou-*

ter la baraque installée sur le mur mitoyen. Nous aurons ce que nous voulons, c'est entendu. Le chancelier sera sans doute assez sage pour trouver un terrain d'accord dans une difficulté dont une partie du Parlement français regarde la solution comme une condition préalable à la ratification de la communauté de défense. Seulement, c'est avec ces discussions aigres-douces sur la dot qu'on commence les mauvais mariages. Et j'avoue que je regrette aussi qu'il ne se soit pas trouvé un député français pour demander publiquement, fût-ce dans un silence glacial, que la France renonçât, en faveur de la nécessaire réconciliation franco-allemande, à faire valoir les intérêts économiques qu'elle peut avoir dans le territoire Sarrois. »

Quels que soient les termes même de l'arrangement qui vient d'être conclu, il est clair que le but du gouvernement français est de dépouiller l'Allemagne, par des voies conformes au Droit, d'un territoire allemand par son passé et sa population. C'est une intention avouée que nous trouvons infiniment regrettable.

Toute paix de mutilation, même déguisée, empoisonnera dans l'avenir les rapports franco-allemands. Le jour où les nations alliées offrent à l'Allemagne d'entrer dans leur coalition aurait dû être un jour de réconciliation, on en a fait pour les Allemands un jour d'amertume. En exigeant de l'Allemagne qu'elle paie de l'abandon de la Sarre le retour au droit commun des nations, on a ressuscité la notion de la culpabilité allemande que ce retour aurait dû faire oublier. En maintenant à la France les droits acquis en Sarre par la force, on crée un irrédentisme allemand qui rendra plus difficile une réconciliation véritable. En fondant l'avenir de la Sarre jusqu'à un incertain traité de paix sur un plébiscite malhonnête auquel les partis pro-allemands auront *trois mois* pour se préparer, on vicie à l'origine la valeur de ce plébiscite, on le rend contestable dans ses résultats.

Manquant de générosité, manquant de lucidité, manquant de sens politique, cette solution improvisée n'est une fois de plus qu'un succès publicitaire, elle n'est pas une solution d'homme d'Etat.

Même si nous devons être les seuls en France à soutenir cette thèse, nous répéterons sans nous lasser : « *La Sarre est allemande; la loyauté, l'honnêteté, le bon sens nous disent de rendre la Sarre aux Allemands.* »

M. B.

Le nationalisme facteur de paix

Nous reproduisons ci-dessous un article de notre camarade PER ENGDAHL, publié voici quelques semaines dans le NORVASTRA SKANES TIDNINGAT, dans lequel il développe d'après l'expérience historique de la Suède du 20e siècle, les principes d'une conception moderne du nationalisme.

Dans plusieurs articles publiés dans ce journal, le problème toujours actuel de la confrontation politique entre l'Est et l'Ouest a déjà été posé.

Le partage du monde en deux blocs ennemis est une division qui ne correspond pas à deux blocs géographiques véritablement unis. Dans ce qu'on appelle le bloc oriental, on trouve des discordances internes dont la plus remarquable est celle qui existe entre les deux puissances principales de ce bloc, la Russie et la Chine, et on trouve également des éléments de discordance entre la Russie et les pays satellites de l'Europe Orientale aussi bien qu'entre la Chine et le Vietminh.

Dans le camp occidental, les discordances sont encore plus fortes. L'Amérique et l'Europe sont deux choses absolument différentes, et, de plus, en Europe, l'Empire Britannique a une position particulière puisqu'il est inséparable des nombreux intérêts extra-européens du Commonwealth. En outre, le monde arabe est un facteur propre en soi, de même que l'Inde et l'Amérique du Sud.

La tentative poursuivie pendant toute l'après-guerre pour unir ces différents groupes de puissances en un bloc unique des forces occidentales n'a pas été couronnée de succès. Au contraire, les failles dans le bloc anticommuniste apparaissent aujourd'hui plus clairement que jamais. Cette situation est naturellement exploitée par l'Union Soviétique. Par contre, leur opposition commune, aux Etats-Unis soude avec une relative solidité l'axe Pékin-Moscou, bien que la politique anglaise ait conçu le plan d'affaiblir le bloc oriental en faisant un certain nombre d'avances à la Chine, tandis que les Etats-Unis mettent, à peu près sans nuances, dans le même panier toutes les nations communistes.

La politique officielle de la Suède s'est développée en dehors de cette ligne générale, mais la position qui a été prise en Suède en faveur de la neutralité allemande oriente la politique suédoise dans une direction qui s'écarte aussi bien de la politique occidentale que de la politique orientale. Car si l'on suit cette politique, on arrive rapidement à la conception d'une Europe unie, jouant le rôle d'un facteur indépendant entre Washington et Moscou.

La politique étrangère du gouvernement suédois ne s'est pas encore manifestée très activement, bien entendu, en faveur de cette solution, car on manœuvre toujours avec prudence au Palais d'Arvfurstens. Toutefois, tôt ou tard, il faudra bien tirer les conséquences de cette position initiale à moins qu'on ne considère les vues du gouvernement Suédois en politique étrangère comme de pures considérations spéculatives.

Cependant, pour donner un sens à cette politique et pour empêcher qu'elle ne reste perpétuellement une vue platonique, incapable d'avoir une influence hors d'Europe, il est nécessaire qu'elle soit basée sur une conception idéologique. La force de la politique soviétique est précisément qu'elle repose sur une conception idéologique totale .C'est le communisme qui est l'arme la plus puissante de la diplomatie soviétique. La seule arme que puissent lui opposer les nations européennes est aujourd'hui le nationalisme.

On doit dire tout d'abord que le nationalisme a subi dans les pays d'Occident une évolution considérable et particulièrement en Suède. L'histoire du nationalisme suédois depuis 1909 peut être caractérisée comme une véritable métamorphose. Au commencement de cette évolution, on trouve le mot d'ordre lancé par Karl Johan au début du XXe siècle : « Retrouver la Finlande perdue à l'intérieur de la Suède ». Grâce à ce mot d'ordre, tous les efforts du peuple suédois se portèrent sur la situation intérieure du pays. On cessa, à partir de ce moment, de regarder la conquête de territoires étrangers comme la plus haute expression de la conscience nationale. Les progrès de l'industrie, la rationalisation de l'agriculture, l'élévation progressive du standard de vie, la prospérité sociale, etc. ont donné à la politique intérieure suédoise sa physionomie particulière. Le représentant dans notre littérature de ce nationalisme tout interne fut Ludwig Nordström, qui fut l'adversaire ironique de Charles XII et de Gustave-Adolphe, ainsi que tous les hobereaux harnachés qui remplaçaient par des harangues enflammées à la fin des banquets patriotiques la contribution qu'ils étaient incapables d'apporter à la grandeur de leur pays. Ludwig Nordström choisit pour héros les chefs d'industrie, les marins et les grands négociants, enfin tous les pionniers qui à ce moment-là défrichaient les provinces inaccessibles du Nordland, qui bâtissaient dans les forêts, les mines et les barrages la fortune du peuple suédois tout entier, et qui parvinrent à transporter sur nos bateaux suédois des produits du monde entier .

En 1928, Ludwig Nordstöm illustrait dans ses livres l'idée d'une Suède rayonnante, présente dans le monde entier, et il élevait un hymne au pays énergique qui était capable d'envoyer ses marchandises dans les ports les plus lointains du monde, dont les paquebots faisaient briller leurs lumières sur toutes les mers et dont l'équipement industriel moderne était en tête de l'équipement mondial.

Déjà, 80 ans plus tôt, Per Albin Hausson avait eu ce mot typique : « Les travailleurs de la Suède doivent être un exemple pour les travailleurs du monde entier. » L'antique patriotisme « gothique » qui avait inspiré les siècles de l'expansion suédoise avait pris dès lors un autre visage. Il consistait maintenant à revendiquer pour la Suède la conquête pacifique de sa place dans le monde, à affirmer la puissance nationale par un travail créateur dans tous les domaines, celui de la pensée aussi bien que celui de la science, et en même temps à inaugurer une politique sociale qui puisse servir d'exemple à tous. Dans une telle conception du nationalisme, le principe de l'égalité des droits entre toutes les classes et entre toutes les nations est une conséquence naturelle et directe. La collaboration des classes à l'intérieur de la nation est une condition essentielle au succès du travail collectif. Cette juste répartition des produits du travail entre tous ceux qui ont participé effectivement à la production se traduit en politique étrangère par la volonté d'établir la collaboration entre les peuples, d'assurer une répartition juste des richesses naturelles et des produits du travail, et de faire sentir aux peuples qui se trouvent dans une situation privilégiée leur devoir d'aider ceux qui ont une situation plus difficile. Ce socialisme national est la base naturelle de la politique sociale de la Suède.

C'est précisément d'une conception politique de ce type que le monde occidental a besoin actuellement. L'espèce de protectorat exercé, actuellement par les peuples riches sur les peuples défavorisés doit être remplacé par une égalité des droits entre les hommes, les groupes sociaux et les nations. La fierté nationale de chaque pays ne doit être qu'un aiguillon et une inspiration pour mieux faire, c'est-à-dire un facteur capital du progrès général.

Favoriser le progrès chez les peuples d'Asie et d'Afrique est aussi une conséquence d'une telle conception. Une élévation du standard de vie dans ces territoires est dans l'intérêt même des peuples d'Occident qui, en créant une puissance d'achat plus abondante dans des pays nouveaux créent, pour eux-mêmes, des marchés plus étendus.

Si elle acceptait une telle conception comme moyen de mener la lutte, l'Amérique en tirerait aussitôt comme conséquence une politique, tout à fait différente en Extrême-Orient. De même, en Europe, la revendication de l'indépendance europénne n'est, à aucun degré, une conception anti-américaine. Tout au contraire. Seule une Europe nationale, indépendante et consciente de sa force peut être un partenaire équilibré pour les Etats-Unis. De la même manière, la position des puissances occidentales en Asie ne pourrait que devenir plus forte si les peuples asiatiques n'avaient plus l'impression de vivre sous une sorte d'exploitation de la part de l'Occident, et s'ils avaient conscience de travailler à une collaboration fondée sur des principes clairs et solides entre l'Amérique et l'Asie.

La Suède socialiste a défendu les travailleurs en Suède par une politique à la fois sociale et nationale. De la même manière ce socialisme national peut faire des peuples d'Asie et d'Afrique des collaborateurs précieux pour le développement futur de notre culture occidentale. C'est la seule voie effective pour répondre à la propagande de Moscou et de Pékin.

PER ENGDAHL

Une grande semaine politique anglaise

(*De notre correspondant à Londres*)

Il y eut un moment extraordinaire à la conférence annuelle des conservateurs à Blackpool lorsque, un peu avant que M. Eden vînt faire son exposé de politique étrangère, un grand blessé de guerre anglais, Colin Hodgkinson, amputé des deux jambes, prit la parole et déclara : « *Maintenant, Dieu merci, l'Europe a réalisé qu'elle doit s'unir avant qu'il ne soit trop tard. Nous ne pouvons plus supporter le luxe d'un désaccord et il faut réarmer les Allemands* ». Toute la salle, qui ne contenait pas moins de quatre mille congressistes, applaudit avec enthousiasme à cette déclaration. Il est clair, en effet, que l'opinion britannique a singulièrement évolué au cours de ces derniers mois au sujet de l'Allemagne, des Allemands et du réarmement de ce pays. Qu'il reste en Grande-Bretagne des minorités agissantes foncièrement opposées à l'actuelle politique de reconnaissance de la souveraineté germanique, ne fait aucun doute. On connaît à ce sujet, le fanatisme délirant du groupe bevaniste, de sa « *Tribune* », et d'hebdomadaires comme les « *Reynold News* » et le « *New Statesman* » qu'il influence plus ou moins directement ; ce fanatisme, on le rencontre encore bien entendu dans certains milieux juifs puissants et dans les colonnes du « *Jewish Chronicle* », encore que les deux Anglais qui collaborèrent à l'imposture juridique de Nuremberg, le conservateur Maxwell Fyfe et le travailliste Shawcross, tous deux juifs, soient aujourd'hui en principe d'accord avec le réarmement allemand ; enfin, un même fanatisme anime parfois le grand quotidien « *Daily Express* », dont le collaborateur Sefton Delmer, vieil ami du traître Otto John, est l'ancien chef des services de propagande anti-allemande pendant la dernière guerre. Ce qui a permis au « *Manchester Guardian* » d'écrire qu'il existait une sorte d'alliance entre Bevan, le crypto-communiste, et Lord Beaverbrook, dernier des derniers impérialistes...

Si le congrès annuel du parti de Churchill n'a dans l'ensemble rien apporté de très nouveau, il a cependant confirmé la position du gouvernement à la Conférence des Neuf à Londres. Position qui, on le sait, s'affirme européenne, avec les restrictions et les réserves d'usage. Cette position a été élaborée par M. Eden. Le congrès tory fut même son succès personnel, car il y fut très fêté, à tel point que le « *Daily Mirror* » titrait ironiquement : « *Eden, Eden über alles* ». Jadis, aux temps funestes de la S.D.N., quand on demandait : « *Et que pense M. Eden ?* », on avait coutume de répondre : « *M. Eden est un gentleman, il ne pense pas* ». Le bel Anthony nous donne encore un peu cette impression, et l'on sait ce que le fait de ne pas penser pour Eden a coûté à la France lors de la Conférence de Genève. Mais soyons juste : dans la mesure où il pense,

M. Eden pense aussi bien que Mendès-France et, au risque de paraître une victime de l'anglomanie actuelle, j'ajouterai même à titre personnel qu'un Anglais racé qui sort d'Oxford inspire moins mauvaise confiance qu'un politicien aux origines douteuses, au faciès levantin et aux allures de marchand de tapis ou de cacahuètes. Pour en revenir au congrès conservateur, celui-ci a donc approuvé l'engagement britannique en Europe, engagement squelettique il est vrai puisqu'il porte sur quatre divisions et une aviation tactique très réduite. Mais ce geste a valeur de symbole, et c'est bien ainsi qu'il faut le comprendre. Que l'opposition travailliste, mise à part les bevanistes, l'ait approuvé, car on a vu que le Labour s'est prononcé pour le réarmement allemand, indique assez clairement que l'opinion publique partage en général la politique de M. Eden. Du point de vue européen, et dans l'état actuel des choses, cela vaut mieux que rien, même si tous n'ont pas encore digéré en France, la piteuse retraite de Dunkerque. Politiquement parlant, cet engagement permet à l'Amérique de rester en Europe et d'éloigner tant soit peu le danger bolcheviste.

Ainsi que l'a remarqué lord Hore-Belisha à la conférence de Blackpool, l'Angleterre est entrée dans une nouvelle période politique. L'immédiat après-guerre est terminé. A l'intérieur, avec la fin du rationnement, la restauration de la balance des paiements, l'élimination du chômage, à l'extérieur avec le retour progressif de l'Allemagne à la souveraineté, la Grande-Bretagne fait en quelque sorte peau neuve. Mais d'angoissants problèmes demeurent. Dans sa revue « *The European* », Mosley peut à bon droit parler de « *la crise qui vient* », car effectivement ce danger-là reste suspendu comme une épée de Damoclès. Butler, le chancelier de l'Echiquier, a averti ses compatriotes qu'il fallait investir davantage dans l'agriculture et produire plus et mieux faute de quoi la perte des marchés sous la pression de la concurrence étrangère risquait de s'accentuer. L'agitation sociale de ces dernières semaines en Grande-Bretagne, couronnée par la grève des dockers à Londres, Liverpool et dans d'autres ports de première importance, montre non seulement que toutes les questions sociales ne sont nullement réglées mais encore que, dans un pays où le civisme passe pour exemplaire, les meneurs communistes gardent de nombreuses possibilités d'action. Pour le « *Monde* », bien entendu, cette grève n'avait qu'un aspect social, et le journal de M. Beuve-Méry n'y trouva rien à redire. En fait, des éléments soviétiques ont essayé par cette grève, qui n'était pas générale, en tout cas à ses débuts, et qui avait éclaté en dépit de l'opposition formelle et catégorique de la direction syndicale de faire la vie dure à Arthur Deakin le fougueux leader syndicaliste anticommuniste, l'un des hommes jusqu'ici les plus puissants de Grande-Bretagne, et de le rendre impopulaire chez les ouvriers. Deakin est en effet le président assez autoritaire de l'énorme syndicat auquel appartiennent les dockers grévistes. On voit la manœuvre. Deakin fut aussi voici quelques années l'un des principaux promoteurs de l'union des syndicats libres formée à la suite de la soviétisation complète de la fédération syndicale mondiale. Bref, aux yeux des communistes, Arthur Deakin est un homme à abattre : non seulement parce qu'au congrès syndical de Brighton, en septembre, c'est lui qui fit voter favorablement au réarmement germanique, mais encore parce que ses opinions poli-

tique ne sont pas celles d'un extrémiste de gauche.

Après le meurtre de la C.E.D., qui avait surpris considérablement les Anglais et que beaucoup d'entre eux n'hésitèrent pas à mettre sur le dos de Mendès et à « *la manière détournée et ignoble* » avec laquelle il accomplit son mauvais coup, comme dit Alastair Forbes dans le «*Sunday Dispatch* », la conférence des neuf à Lancaster House s'était ouverte dans des conditions mitigées et peu favorables à la France. Celui que la presse londonienne, par ironie ou par dérision, continue encore maintenant d'appeler «*Mr. France*», y a effectivement montré son vrai visage, celui d'un homme dangereux au jeu équivoque, dont la bonne foi n'est nullement convaincante et dont les intentions sont obscures. Lorsque Mendès, par une manœuvre de la onzième heure, demanda subitement un contrôle total de la future production d'armements en Allemagne, et jusqu'au dernier pistolet de poche le « *Daily Sketch* » s'écria : « *Le voilà qui met de nouveau les bâtons dans les roues !* « En lieu et place du plan accepté par ses huit partenaires, Mendès proposait un plan effroyablement complexe, touffu et rigide. Les Anglais le goûtèrent peu, de même que sa remarque dénuée de tout fondement : « *Je parle pour toute l'Europe* ». Toute l'Europe, alors que seul M. Mendès était de son avis !

Mais de loin, c'est le grand quotidien conservateur « *Daily Mail* » qui a critiqué le plus à fond la politique et les attitudes du président du conseil. Et si l'on en croit une information de « *L'Aurore* », celui-ci s'en serait trouvé extrêmement irrité. C'est que le « *Daily Mail* » a fait les choses en règle. En date du 28 septembre, il a publié sur quatre épaisses colonnes un article particulièrement documenté d'un journaliste de réputation internationale, Gordon Young : « *L'énigme de la conférence des neuf* ». L'énigme, c'était M. Mendès, dont Young peignait un portrait nouveau et contrastant singulièrement avec ce que disent les services de propagande officielles. Gordon Young écrivait : « *Mendès est un radical qui veut un gouvernement autoritaire, un réformateur qui a passé la moitié de sa vie à étudier les mystères de la haute finance, un « intellectuel » au tableau guerrier glorieux,* (?) *un champion de l'anticommunisme qui doit constamment ses progrès dans la vie au soutien des communistes* ». Young relatait ensuite que Pierre-Isaac Mendès, dont le père était d'origine judéo-portugaise, s'appelait de son vrai nom Cerf-Mendès, et qu'il est né faubourg du Temple, à Paris. De sa jeunesse, Young relevait qu'il se battit boulevard Saint-Michel contre les camelots d'Action française, appartenant lui-même à une ligne d'action républicaine, «*organisation d'étudiants d'extrême-gauche assortie de radicaux, socialistes, socialistes, arnachiste et quelques communistes* ». En 1932, rappelait encore le « *Daily Mail* », Mendès fut élu député radical-socialiste de l'Eure, au second tour et de justesse, « *grâce aux voix communistes* ». Et d'écrire : « *L'appui communiste est quelque chose qui devait lui arriver souvent* ». L'article de Gordon Young, bourré de renseignements de première main, se terminait en rappelant des propos de M. Pinay. « *Si le gouvernement soviétique, a expliqué M. Pinay, dans sa politique d'expansion en Europe voulait détruire l'alliance atlantique, il ne désirerait pas avoir en France un gouvernement dénonçant ouvertement cette alliance. Un tel gouvernement*

serait en effet renversé dans les vingt-quatre heures. Au lieu de cela poursuit M. Pinay, le Kremlin préfèrerait un gouvernement qui ruinerait l'alliance atlantique tout en prétendant la défendre, et détruirait toute confiance des alliés de la France dans la sincérité et la continuité de sa politique ». « *Votre gouvernement, a dit M. Pinay à Mendès, n'est naturellement rien de tout cela. Mais si un tel gouvernement existait, il ne ferait rien d'autre que ce que vous avez fait* ».

Il serait faut de croire que le « *Daily Mail* » fut le seul grand journal à mettre en doute les bonnes intentions de M. Mendès. On sait que M. Mendès avait réaffirmé, un peu avant la conférence des neuf, son sincère attachement à l'alliance atlantique au représentant d'une revue américaine. Or, comme l'a noté l'« *Evening Standard* », le plan des armements qu'il soumit à Lancaster House n'était rien d'autre sinon défavorable à cette alliance et, bien entendu, à l'Amérique. Par ailleurs, l'affaire des « *fuites* » de documents de la défense nationale a été commentée sans pitié par la presse londonienne qui se souvient qu'on ne fut pas tendre pour l'Angleterre au lendemain de la découverte de la trahison de Fuchs, Pontecorvo, Nunn May, et de la disparition de Burgers et Mac Lean. Savourant sa revanche le socialiste « *Daily Herald* » a posé crûment la question : « *Combien de traîtres ?* « Le « *Herald* » qui, en temps ordinaire, n'en pince pas pour le mac carthysme !

Les intentions européennes de M. Mendès, au demeurant, continuent d'être mises en doute par les Anglais. On ne va pas jusqu'à accuser le président du conseil de vouloir renverser les alliances et de passer dans le camp soviétique, mais enfin une revue comme « *Time and Tide* », par exemple, est tout prêt de l'envisager, encore que l'issue de la conférence des neuf est nettement considérée par elle comme une victoire pour l'Europe. Pour l'« *Economist* », la vague de doutes et de suspicion qui entoura Mendès-France à la suite du votre contre la C.E.D. n'a pas complètement disparu à la suite de la conférence des neuf. Et le « *Daily Telegraph* », porte-parole officiel des conservateurs, écrivait l'autre jour : *Il reste un manque de réalisme étonnant chez beaucoup de politiciens français* ». Et encore : « *C'est assurément une attitude absurde que celle de ces politiciens de la IVe Sépublique qui espèrent perpétuellement que les Alliés de la France réajusteront leurs plans pour les faire correspondre aux idées négatives et contradictoires émises par l'Assemblée nationale* ». Bien entendu, tous ces commentaires ont échappé à la revue de presse du « *Monde* ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je les donne ici. A lire la presse parisienne depuis Londres, en effet, on a un peu l'impression que les « *journaux issus* » s'imaginent ou veulent imaginer à toute force que l'opinion anglaise porte dans son cœur la IVe, et particulièrement M. Mendès. Or, le « *Daily Mail* », dont on a lu plus haut certains extraits, passe pour un quotidien francophile. C'est pourtant lui qui écrivait il y a peu, après avoir jugé comme il convenait des hommes tels qu'Herriot et Daladier : « *La Grande-Bretagne comprend parfaitement les craintes françaises devant l'Allemagne renaissante. Nous pensons, cependant, que ces craintes sont dépassées. L'U.R.S.S. est l'agresseur potentiel, non l'Allemagne. Ce sont les Soviets qui possèdent des divisions massives et des armes atomiques, non les Allemands* ». De mê-

me lord Vansittart, également francophile, et qui jusqu'à 1945 a nourri une haine solide et presque démentielle à l'égard de l'Allemagne et particulièrement du régime national-socialiste, a depuis longtemps publiquement désavoué de Gaulle, l'esprit résistancialiste et la germanophobie française. Dans deux lettres adressées au « *Daily Telegraph* », ces dernières semaines, Vansittart a souligné les graves responsabilités de Mendès dans la fin de la C.E.D. et les retards apportés à la construction de la défense européenne .

Que, dans un tel état de choses, le congrès travailliste de Scarborough ait voté, à une faible majorité c'est entendu, la politique officielle du réarmement allemand n'a rien de surprenant, d'autant plus que cette politique fut commencée par un socialiste, Ernest Bevin. La faible majorité obtenue par Attlee et les « *modérés* » s'explique du fait des égarements idéologiques (voyage à Moscou et en Chine, déclarations absurdes, etc.) de celui-ci, et également de son manque incroyable de fermeté. Clément Attlee a vraisemblablement terminé sa carrière. Lors d'un meeting tenu à Scarborough, par le journal « *Tribune* », Bevan a pu traiter Attlee de « *vieille machine à calculer désséchée* », sans que celui-ci ne réagisse. Il est vrai que le grand vaincu de Scarborough, ce fut bel et bien Aneurin Bevan. A l'heure qu'il est, celui-ci ne représente plus grand'chose, sinon lui-même (et ce n'est pas beaucoup) : il ne fait plus partie de l'exécutif du parti travailliste ni du « *shadow cabinet* » ; lors de l'élection pour le remplacement du trésorier du parti, Bevan fut complètement battu par Gaitskell, l'ancien chancelier de l'Echiquier.

Tout cela ne signifie nullement que le bevanisme soit hors de combat. Electoralement parlant, il n'a rien perdu de sa vigueur. Une partie du mouvement travailliste, déçue par les médiocrités d'Attlee, le suit fidèlement ; plusieurs syndicats lui sont acquis ; ceux qui firent grève dans les docks et les autobus londoniens, ces dernières semaines, sont fort probablement des bevanistes. Par conséquent, le danger d'une arrivée au pouvoir de Bevan, même très problématique, demeure intégralement. On a annoncé à Londres que de nouvelles élections générales auront très probablement lieu fin octobre 1955. Il n'est absolument pas certain que les conservateurs, même après certains succès intérieurs et un rajeunissement nécessaire de leur cabinet, l'emporteront. D'autre part, d'ici là, Attlee peut avoir à se retirer et Bevan peut prendre la direction du parti. Rien n'est impossible. Que cela se produise, et l'Angleterre se trouverait dans de beaux draps ! Non pas que le régime Tory soit parfait, loin de là, et que M. Churchill (« *Le plus grand homme vivant de la terre* », a dit de lui sans rire son parent M. Eden) ait droit à notre confiance ou à nos remerciements, mais enfin tout compte fait un Butler, qui fume la gauloise et boit le beaujolais, vaut mieux qu'un idéologue austère comme feu Stafford Cripps et ces hommes comme Mac Millan, Monckton et d'autres valent mieux que l'ancien garçon de course Morrison ou l'excité marxiste Crossmann. D'ailleurs, qu'on se le dise : Bevan à Londres et Mendès à Paris ? Ce serait la fin de l'Europe pour le bon...

Pierre HOFSTETTER.

Les Etats-Unis avant les élections

Lorsque le Président Truman sollicita le renouvellement de son mandat, le Parti démocrate était en perte très nette de vitesse. La Chine avait été livrée presque sans combat à Mao Tsé Toung et la guerre de Corée n'avait pu être menée à une conclusion victorieuse par suite du rappel de Mac Arthur. Pegler, au « New-York Journal-American », Chamberlin et John Flynn dans des revues, à la radio et dans leurs livres, avaient beau jeu de dénoncer les coupables complaisances de Truman et de Roosevelt pour les Soviets ,complaisances qui frisaient la trahisan, ainsi que le montrait Elisabeth Bentley à la Commission d'enquête parlementaire dirigée par les Représentants Nixon et Stripling dont les recherches étaient aiguillées par le dynamique sénateur du Wisconsin, Mac Carthy. Les uns après les autres, de hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, qui étaient de simples agents soviétiques, devaient abandonner leurs postes, certains pour entrer en prison, tel Alger Hiss, directeur des Affaires politiques du Ministère.

Atterrés, les Démocrates et les groupes occultes puissants qui avaient inspiré leur politique, cherchaient à limiter les dégâts. Quand ils virent la « vieille garde » du Parti républicain favoriser la candidature de Taft, qui s'était signalé, depuis dix ans par ses avertissements à Roosevelt, ils suscitèrent la candidature du général Eisenhower, pensant, non sans raison, que cet officier qui s'était prêté à la politique de l'ancien président en Europe, serait tenté de jeter un voile pudique sur les erreurs du passé et découragerait à plus ou moins longue échéance les curieux qui insisteraient pour savoir comment la moitié du monde avait été livrée aux Soviets. Et pourtant les curieux étaient nombreux car, pour la première fois depuis 1783, l'existence des Etats-Unis était mise en danger.

Contre toute attente, la manœuvre réussit et le général Eisenhower fut désigné par la Convention du parti.

Depuis son arrivée à la Maison Blanche et bien que les Démocrates aient perdu le pouvoir, la lutte se poursuit entre les « Libéraux » qui veulent arrêter la vérité en marche et la minorité républicaine qui cherche à projetter un faisceau de lumière sur « vingt années de trahison » (le mot est de Mac Carthy) et à démasquer les agents soviétiques qui sévissent encore dans l'administratin, la presse, la radio et jusque dans les bureaux de la Guerre.

Aujourd'hui, par suite de l'attitude adoptée par le Président Eisenhower, les politiciens qu'hier encore, on qualifiait de traitres se présentent en critiques, sinon en accusateurs, et les anti-communistes les plus ardents, les mieux renseignés, font figure d'accusés et sont réduits à la défensive. Le Parti républicain est divisé et sa victoire aux élections est incertaine.

✦ ✦ ✦

Force est de constater qu'il est très difficile à un président des Etats-Unis d'échapper à certaines pressions. Théoriquement, il a pendant quatre ans, tous les pouvoirs, mais c'est précisément parce qu'il peut faire tant de choses sans rendre beaucoup de comptes aux élus du peuple que ceux qui détiennent le pouvoir réel, les financiers, qui ont des agents dans la presse, la radio et les administrations publiques, font tant pour le circonvenir et l'amener à leurs vues.

Roosevelt avait eu son « Ministère de la cuisine » (entièrement juif à l'exception d'Harry Hopkins). Le Président Eisenhower n'a pas laissé se constituer un tel organisme, mais ce n'est pas sans étonnement qu'on le voit accueillir Bernard Baruch, ce roi du cuivre qui a eu l'oreille de tous les présidents depuis Wilson, Hoover excepté. Il faut croire que Barueh a une influence considérable, puisque M. Winston Churchill, lors de son dernier voyage en Amérique est descendu chez lui est s'est laissé photographier en sa compagnie.

Ce sont les amis de Baruch, dans le Parti Démocrate, qui ont, sans doute, conseillé à Eisenhower de se désolidariser de l'aile droite de son parti, sous prétexte que sa politique risquait de détacher de lui les masses populaires. Les mêmes personnages lui ont fait dire par les Républicains libéraux de suivre une ligne de conduite aussi proche que possible de celle de Roosevelt et Truman, de façon à ce que les électeurs ne le distinguent pas de ses adversaires. Au président lui-même, ces « indépendants » ont conseillé de s'élever au-dessus des partis et de prendre au besoin dans son cabinet des Républicains et des Démocrates comme l'avaient fait ses deux illustres prédécesseurs.

Avec une naïveté toute militaire, le général découvre aujourd'hui, déclare « Newsweck », que les « libéraux », maîtres du Parti démocrate, ont l'ambition de reprendre le pouvoir et de réinstaller leurs créatures dans tous les postes qu'ils ont dû abandonner. Ce n'est pas, cela n'a jamais été le succès de M. Eisenhower qui les intéresse ; c'est, au contraire, son échec et rien ne réjouit plus ces « libéraux » que de pouvoir dire que le Parti républicain est divisé.

✦ ✦ ✦

C'est autour de Mac Carthy que la manœuvre de division a été amorcée. Le sénateur du Wisconsin avait accumulé les fureurs des progressistes en obtenant un nettoyage au moins partiel du ministère des Affaires étrangères et des officiers de propagande en Europe. Il présidait les quatre commissions d'enquête parlementaires sur les infiltrations communistes et l'utilisation par des marxistes des fonds, souvent énormes, que des capitalistes mettent sans réflexion à la disposition des groupes « sociaux » et politiques. Les « libéraux » avaient déjà réduit au silence trois de ces commissions d'enquête. Restait celle que Mac Carthy dirigeait effectivement. Si celle-là était aussi paralysée et que son président fût atteint dans son honneur ou dans son prestige, les entrepreneurs de révolution seraient pour longtemps débarrassés de ces organismes qui, à intervalles plus ou moins réguliers, se mêlent de leurs affaires et leur font beaucoup de mal lorsqu'ils sont présidés par un Martin Dies ou un Mac Carthy.

Il était d'autant plus urgent d'agir que Mac Carthy devait rassembler une documentation sur un jeune savant juif qui s'était fait une place de premier ordre

dans les recherches atomiques et dirigeait l'Institut d'études avancées de l'Université de Princeton, le Dr Oppenheimer.

Ce n'était pas la première fois qu'un procès d'espionnage menaçait des spécialistes de l'industrie atomique. Mais le malheur voulait que, jusque-là, tous les espions condamnés : Perl, Harry Gold, Judith Coplon, David et Ruth Greenglas, Julius et Ethel Rosenberg, étaient israélites. Qu'un autre Juif, qui avait détenu de plus grands secrets encore et dont le procès ferait plus de scandale que celui d'Alger Hiss, fût convaincu de trahison, il y avait pour les cinq millions de Juifs des Etats-Unis un immense danger auquel il fallait parer sans tarder.

Déjà, Mac Carthy avait commencé l'examen des dossiers des fonctionnaires du Ministère de la Guerre où il pensait que le sous-secrétariat de Mme Anne Rosenberg n'avait pas été sans laisser quelques traces. Il avait découvert qu'une employée au service du chiffre, Annie Lee Moss, était inscrite au Parti communiste, que vingt-et-un employés au service du radar du Fort Monmouth et qu'un dentiste, le commandant Peress, étaient également affiliés. Le cas du dentiste n'avait en lui-même aucune importance, mais il révélait d'étranges complicités, car Peress avait été promu commandant après la découverte de son appartenance communiste et mis à la retraite avec une « décharge honorable », qui lui évitait des poursuites judiciaires, dès que la presse s'était emparée de son cas.

Là encore, tous les épurés étaient israélites et, de Londres, « The Jewish Chronicle » affirmait que les employés du radar avaient été sacrifiés sur l'autel de l'antisémitisme.

Appelé à s'expliquer sur le cas de Peress, le général Zwicker, qui avait montré plus de courage sur le front des Ardennes que devant les politiciens de Washington, fut traité sans indulgence par Mac Carthy et c'est à ce moment-là que les journalistes « Libéraux » commencèrent à enfoncer le coin qui devait déchirer le Parti républicain : par leur tapage, ils amenèrent le Président Eisenhower à interdire aux militaires de déposer devant la Commission sénatoriale. Mais le Secrétaire d'Etat à la Défense, Stevens, revint sur cette décision hâtive et d'ailleurs illégale. Tout pouvait s'arranger lorsque la presse déclara que le ministre avait été humilié.

Cependant, quelques parlementaires et hauts fonctionnaires préparaient en grand secret avec l'Attorney général Brownell la manœuvre qui devait réduire Mac Carthy à la défensive : la publication d'un rapport de Struve Hensel, Sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, sur les pressions dont le ministre aurait été l'objet de la part d'un membre de la Commission Mac Carthy, Roy Cohn, afin d'obtenir pour un de ses collègues, David Schine, un traitement de faveur dans l'armée.

Une commission d'enquête fut créée afin de savoir si celui que la presse déclarait en conflit avec l'armée tout entière n'avait pas abusé de ses pouvoirs pour se livrer à une sorte de chantage sur le ministre. Mais le Sénat se livra pas cette commission se constituer sans offrir à l'accusé des garanties sérieuses pour sa défense. Il comprit, en effet, que les hommes de gauche cherchaient moins à briser la carrière d'un parlementaire gênant qu'à priver le Législatif du pouvoir qu'il tient de la constitution de se renseigner sur l'action de l'Exécutif afin de la redresser si possible.

La présidence de cette commission fut confiée à un homme intègre, Mundt, et les débats furent télévisés.

Ses travaux donnèrent lieu à trois incidents principaux.

Le premier, la reproduction d'une conversation téléphonique entre Mac Carthy et Stevens, déchargea complètement le premier de l'accusation de chantage. Mac Carthy y disait : « Pour l'amour de Dieu, ne retirez pas David Schine du service pour l'affecter à ma commission... Toute notre affaire s'est bien passée jusqu'ici ; ils (les gens de gauche) n'ont pu nous casser la cervelle à son sujet... Ils n'aiment pas cette coopération entre la commission et l'armée... Ils diraient que je suis intervenu en sa faveur... Ce serait embarrassant qu'on puisse me le reprocher...!

Le deuxième incident fut la publication d'une photographie où l'on voyait le soldat Schine dans un magnifique imperméable à côté du ministre de la Défense qui le regardait en souriant. Ce dernier n'avait donc pas été importuné par les interventions de Cohn et n'avait pas craint de rendre visite à un parlementaire influent, astreint au service comme le moindre de ses concitoyens !

Enfin, Mac Carthy eut le malheur de sortir de son tiroir le résumé d'un rapport de la police fédérale sur trente-quatre suspects employés au service du radar. Les commissaires Démocrates firent vérifier l'authenticité de cette note et voulurent lui faire dire qui lui avait fournie. Il s'y refusa, comme la Constitution lui en donnait le droit. Mais c'est sur cet incident que les journalistes lancèrent la nouvelle campagne qui sauvait la face des conjurés : la commission usurpe les droits de l'Exécutif et rend l'exercice du pouvoir impossible.

Cependant, les Républicains de gauche s'étaient rendu compte que cette querelle entre Républicains nuisait au prestige du parti. Ils avaient cherché à interrompre les débats de la commission, tandis que les commissaires démocrates, heureux de pouvoir nuire à leurs adversaires, s'efforçaient de les prolonger indéfiniment. Finalement, après une légère interruption, la commission se sépara sans avoir convaincu personne et Mac Carthy partit en voyage, persuadé qu'il avait gagné son procès et prêt à reprendre ses campagnes.

C'était compter sans des adversaires acharnés. Puisque le rapport de la majorité risquait de lui être favorable et que celui de la minorité ne pouvait pas lui faire beaucoup de mal, les ennemis de Mac Carthy firent écho à une motion du sénateur rougeoyant Flanders, tendant à le faire « CENSURER » et une nouvelle commission fut immédiatement nommée sans même que la précédente ait déposé ses rapports.

Si l'exécution de la manœuvre fut si rapide, c'est que les « LIBERAUX » avaient fondé un organisme, baptisé par euphémisme sans doute, NATIONAL COMITTEE FOR AN EFFECTIVE CONGRESS, présidé par un M. Maurice Rosenblatt, dont le premier soin avait été de demander des fonds importants à soixante-quinze multi-millionnaires pour refaire campagne contre Mac Carthy.

Le Président du Sénat, K. Rowland, essaie bien de retarder la décision jusqu'à une date postérieure aux élections. Il n'est pas certain qu'il réussisse. Peu importe aussi que les honnêtes commissaires aient réduit les chefs d'accusation de trente-trois à cinq, dont deux seulement seraient possibles de censurer (notamment l'apostrophe au général Zwicker). Mac Carthy est un homme politique autour duquel avec une étrange unanimité la grande presse (1) a fait trop de scandale pour que d'ici à longtemps il puisse passer à l'offensive. D'ailleurs, la Franc-Maçonnerie du Rite Ecossais l'a solennellement désigné comme un ennemi de la Démocratie et ce genre de condamnation est sans appel.

Exception faite de la presse Hearst.

◆ ◆ ◆

Cependant, Oppenheimer avait été « temporairement » suspendu de ses fonctions et, le jour où cette décision était prise (13 avril), le NEW YORK TIMES et la HERALD TRIBUNE présentaient son cas avec le maximum d'habileté pour éviter de dangereux remous d'opinion. Les « INTELLECTUELS », le monde israélite intriguaient, ménageaient, pour sauver le grand homme et c'est là vraiment qu'on peut mesurer le pouvoir de la presse : Oppenheimer, qui n'a cessé d'être en contact avec des membres avoués du Parti communiste, qui a épousé une communiste, recruté pendant la guerre du personnel communiste pour les laboratoires atomiques de Los Alamos, qui est accusé d'avoir au moins négligé de prévenir les services de sécurité des tentatives faites par les Soviets pour se procurer des renseignements ; Oppenheimer, qui s'est opposé pendant plusieurs années à la fabrication de la bombe à hydrogène, n'a été l'objet d'aucunes poursuites judiciaires. Jusqu'à la dernière minute, ses amis ont pu croire que l'autorisation lui serait rendue de diriger les laboratoires secrets. Mais les témoignages recueillis contre lui devaient être bien accablants, car la commission d'enquête a décidé par quatre voix contre une qu'il avait fait preuve de « DELOYAUTE » et a maintenu l'interdiction. Depuis, le silence a été fait sur son cas et nul n'en parle plus. Oppenheimer fait figure de martyr parce qu'il ne dirige plus que l'Institut d'Etudes avancées de l'Université de Princeton.

Le cabinet d'Eisenhower a, par la suite, décidé d'arracher ses dernières armes à Mac Carthy et de déclarer le Parti communiste hors la loi. Désormais, c'est l'Administration qui fera l'épuration ; elle la fera discrètement, sans bruit, et ce n'est sans rassurer quelque peu les fonctionnaires dont le passé n'est pas sans tâche.

Qu'ils ne se rassurent pas trop, cependant : le sentiment anti-communiste reste très développé aux Etats-Unis ; il ne faudrait pas un très grave incident pour le réveiller. C'est, d'ailleurs, une disposition si rentable sur le plan électoral que, lors de la discussion de la loi, les Démocrates ont cherché à se dédouaner en renchérissant sur les propositions des Républicains : ils ont, de ce fait, mis un moment l'Administration dans l'embarras.



Les politiciens de gauche ont encore remporté un succès en obtenant de la Cour Suprême la fin de la ségrégation raciale dans les écoles. Mais, peut-être, se ménagent-ils quelques déceptions dans ce domaine, car la décision provoque des réactions et la partie reste assez incertaine pour que la Franc-Maçonnerie du Rite Ecossais ait cru devoir officiellement regretté qu'elle ait été prise.

Le seul point sur lequel les Républicains de droite marquent un avantage est le remplacement du général Bedell Smith au sous-secrétariat des Affaires étrangères par Herbert Hoover junior (fils de l'ancien président) qui n'a pas été sans émouvoir les « libéraux » en proclamant, après Mac Carthy, qu'il fallait effacer « vingt ans de trahison ».

En réalité, le Parti Républicain se présente aux élections nettement dimi-

nué et divisé par la faute du Président Eisenhower. L'institut Gallup lui prédit bien 65 % des suffrages, mais sur quoi repose ce chiffre ? HUMAN EVENTS est moins optimiste et envisage la perte de la majorité au Sénat. De leur côté, les Démocrates tirent, sans doute, des conclusions présomptueuses de leur succès dans le Maine, mais ils sont arrivés à ce qu'il voulaient : l'enjeu des élections n'est plus la lutte anti-communiste, Mac Carthy n'apporte plus à l'aile droite du Parti le dynamisme indispensable. Le vice-président Nixon attaque le « Trumanisme » devant un public maintenant sceptique (beaucoup d'électeurs de droite, découragés, s'abstiendront) et le Président, qui s'est tardivement décidé à faire campagne, parle de ses réalisations.

C'est justement là que ses adversaires l'attendent. S'il est, dans l'ensemble, favorisé par la conjoncture économique, il se voit tout de même reprocher une légère augmentation du chômage et une faible baisse des prix agricoles. S'il a, en fin de compte, tiré le moins mauvais parti des événements de Corée, il n'a pas réussi à surmonter l'isolationisme du Congrès ; il a laissé le communisme s'étendre en Indochine, alors qu'il avait promis de le refouler partout dans le monde. A cette inertie les Démocrates opposent la nette décision de Truman d'intervenir en Corée.

C'est un argument qui ne laissera pas d'impressionner les électeurs et maintenant que les Démocrates sont déçus de voir Eisenhower réagir enfin en Républicain, on peut s'attendre, à ce que la lutte passionne au moins quelques politiciens professionnels.

Georges OLLIVIER.

Nouvelles européennes Nouvelles politiques

Un démenti du M. S. E.

A propos de l'expulsion de Belgique de douze personne qui s'étaient réunies clandestinement dans un hôtel de la banlieue de Bruxelles pour y tenir un soi-disant « Congrès International Extraordinaire », l'Agence France-Presse a cru devoir mettre en cause le *Mouvement Social Européen*, qui n'était absolument pour rien dans cette réunion, comme la presse belge devait le constater dès le lendemain.. La fausse nouvelle diffusée par l'A.F.P. a été reproduite par la Radio-Diffusion Nationale, par Radio-Luxembourg, par *Le Monde, Paris-Presse, l'Aurore* et un grand nombre de quotidiens de province.

Le *Mouvement Social Européen* oppose un démenti formel à cette information et s'élève contre l'usage malhonnête qui a été fait de son nom en cette occasion.

Le *Mouvement Social Européen* a envoyé à l'Agence France-Presse la lettre de rectification ci-après :

« 19 *octobre* 1954.

Monsieur le Directeur
de l'Agence FRANCE-PRESSE,
13, *Place de la Bourse,*
PARIS

Monsieur le Directeur,

Dans une information diffusée par votre Agence et reproduite dans la journée du 13 *octobre par un certain nombre de quotidiens français, ainsi que par la Radiodiffusion Nationale et Radio-Luxembourg, vous avez mis en cause* le Mouvement Social Européen *à propos de l'expulsion de Belgique de douze personnes ayant tenu une réunion clandestine dans un hôtel de Bruxelles.*

Le Mouvement Social Européen *n'a tenu aucune réunion à Bruxelles ou dans les environs. Il n'est pas représenté en Belgique en ce moment, un petit groupe belge qui avait demandé à adhérer ayant été exclus par une décision de la Commission exécutive du Mouvement, prise à Salzbourg, le 25 avril dernier.*

Le Mouvement Social Européen *s'est toujours refusé à toute action clandestine et n'a aucun rapport quel qu'il soit avec la réunion que vous signalez : son nom a été mentionné abusivement en cette occasion.*

Je vous demande de bien vouloir faire passer par vos Services la rectification que je vous envoie et dont vous trouverez confirmation dans Le Soir *de Bruxelles et dans* La Libre Belgique *qui ont donné dès le 14 une version complète de l'affaire mettant hors de cause le* Mouvement Social Européen.

Dans l'espoir que vous voudrez bien me donnez satisfaction, je vous pris d'agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées ».

Cette rectification ne semble pas avoir été diffusée par l'Agence France-Presse. Des lettres de rectification analogues adressées à la Radio-Diffusion Nationale, au *Monde*, à *Paris-Presse*, à *L'Aurore* n'ont pas été reproduites non plus. Seul, *Radio-Luxembourg* a fait connaître correctement dans son émission du lendemain notre rectification. Notre confrère *Rivarol* a bien voulu également accueillir notre protestation, bien qu'il n'ait participé en rien, naturellement, à la diffusion de cette fausse nouvelle.

Ces procédés jettent une lumière particulièrement nette sur les méthodes frauduleuses de la presse française. En exprimant notre démenti, nous soulignons particulièrement la responsabilité de l'A.F.P. dans laquelle la nouvelle direction semble introduire des méthodes qui lui sont propres et qui ne sont pas faites pour soutenir le crédit de notre agence nationale d'informations.

Nous protestons également tout spécialement contre les amplifications dont *l'Aurore* a cru devoir orner cette fausse nouvelle par la plume de son collaborateur Henri Bénazet. Nous avons fait savoir au directeur de *l'Aurore* qu'étaient « également erronées et dépourvues de tout fondement les références de son collaborateur à la personne de Léon Degrelle, ainsi qu'à une soi-disant interdiction du *Mouvement Social Européen* en Suède ». Naturellement, *l'Aurore* s'est abstenue, elle aussi, de tenir compte de notre rectification.

Le Rassemblement National à Wagram

Nos camarades du Rassemblement National ont tenu à Wagram, le 12 octobre une importante réunion que nous annoncions dans notre dernier numéro. Jean-Louis Tixier-Vignancour avait invité trois des députés de l'opposition à exposer à nos camarades de Paris, pour quelles raisons, ils se refusaient à donner leur accord quant à la politique du Cabinet Mendès.

En présence d'une foule nombreuse, présentés par le conseiller municipal du dix-septième arrondissement, M. Breton, les orateurs se sont élevés tant contre les trahisons révélées mais impunies, que contre les prétendues victoires diplomatiques de l'actuel ministre des Affaires étrangères.

Prenant le premier la parole, le député de l'Oise, Legendre, rappela dans quelles conditions scandaleuses s'était terminée l'enquête ouverte à la suite de la divulgation du rapport des généraux Ely, Salan et Pelissier. Brossant ensuite un tableau de l'état actuel de l'affaire des « *fuites* », il révéla que l'entourage du l'actuel ministre de l'Intérieur était en relation étroite avec Baranès et lui avait envoyé des fonds par mandat télégraphique. Legendre blâma l'attitude opportuniste des modérés et promit que, quant à lui, il ne cèderait jamais à la dictature publicitaire de Mendès.

Après que Paul Estèbe, député et conseiller municipal de Bordeaux eut apporté le salut de la grande cité girondine, le député de Paris, Jean Grousseaud montra sous leur vrai jour les renoncements de M. Mendès, indiquant que l'on devait s'attendre dans les mois qui vont venir à de nouveaux troubles dans les départements algériens. Grousseaud conclut en rappelant à Mendès-France qu'il s'était servi des malheurs de la patrie comme d'un tremplin gouvernemental.

J.-L. Tixier-Vignancour, secrétaire général du Rassemblement National, termina en lançant un appel à l'union. Il rappela que le Rassemblement National propose de promouvoir le plus rapidement possible un vaste front des nationaux face aux dangers qui menacent la Patrie. Le temps n'est plus aux demi-mesures, ni aux atermoiements. Il est temps que chacun vienne rejoindre les rangs du Rassemblement National dans le combat qu'il mène pour l'indépendance de la France et dans sa lutte contre le communisme.

L'opposition nationale à Berlin-Ouest

Le 5 décembre prochain près de 1,7 million de Berlinois se rendront aux urnes afin de renouveler le Sénat et les assemblées locales de la partie occidentale de l'ex-capitale allemande.

Nous avons jugé utile à cette occasion de présenter à nos lecteurs, à titre d'information, un panorama des mouvements d'opposition nationale qui participent à cette consultation électorale.

La nouvelle loi électorale votée par les grands partis : S.P.D. (socialistes), C.D.U. (Chétien-Démocrates) et F.D.P. (Libéraux) prévoit un nouveau découpage des circonscriptions électorales et maintient la clause dite des 5 %

Tout parti ou groupement qui n'aura pas recueilli 5 % des suffrages exprimés ne recevra aucun siège. Les unions de listes sont interdites. Au cas où ils réuniraient sur leurs listes plus de 5 % des suffrages, ces mêmes partis ou groupements se verraient attribuer un ou plusieurs sièges dans les assemblées locales. Cette nouvelle loi électorale est dirigée contre les petites formations politiques dont déjà au cours des élections du 3 novembre 1950 toute représentation avait été écartée par l'application de cette clause des 5 %. Les groupements d'opposition nationale prônant une réorganisation de la vie économique, politique et culturelle de Berlin-Ouest avaient néanmoins recueilli plus de 111.000 suffrages.

La défaite subie par ces petits partis d'opposition en 1950 doit être essentiellement imputée à la loi électorale introduisant la clause des 5 %. Toutefois la détresse matérielle et le manque d'unité sur le plan idéologique contribuèrent aussi à ce résultat négatif.

Affirmer que les chances pour l'opposition nationale de faire irruption au Sénat de Berlin-Ouest résident seulement dans leur unité d'action, cela constitue une vérité banale ; pourtant la même tendance semble prévaloir en leur sein. Le manque d'esprit de solidarité, les querelles intestines, les rivalités personnelles et les polémiques auxquelles elles donnent lieu, laissent malheureusement peu d'espoir quant à l'apparition de l'opposition nationale dans le prochain Sénat.

Il semble certain qu'aucun des partis ou groupements d'opposition ne pourra franchir seul l'obstacle fatidique des 5 %. Sans unité d'action, le camp de l'opposition est assuré de rester pendant quatre nouvelles années en plein no mans land politique.

✦ ✦ ✦

Définir exactement chacun de ces partis s'avère difficile. Tous sont fondamentalement anti-communistes et anti-marxistes.

Le parti le mieux organisé, ayant obtenu la licence du Sénat peu avant les élections de 1950, est le « Deutsche Partei » (D.P. ou Parti Allemand) qui obtint à l'époque 54.000 voix, soit 3,7 % des suffrages. Au cours des quatre dernières années, il a traversé de nombreuses crises opposant sa fraction berlinoise à sa direction à Bonn. Son programme électoral est axé sur les problèmes économiques et préconise une Europe Unie et une Communauté des peuples pacifiques sous la devise : Liberté, Dignité, Droit. Il compterait 1.500 membres auxquels viennent s'ajouter 250 adhérents d'un mouvement de jeunes (l'Union des Jeunes Allemands. B.J.D.) et diverses associations d'étudiants. Les dirigeants de D.P. de Berlin pensent le 5 décembre réunir plus de 5 % des suffrages.

Le « Parti Conservateur » recueillit en 1950, 12.500 voix et compte 600 adhérents. Lui aussi connaît des crises internes.

Le « Bloc des Expulsés et Spoliés » (ex B.H.E. devenu le Bloc Général Allemand) avait obtenu 31.000 voix (soit 2,2 %) en 1950 et renforcera le camp de l'opposition

L' « Union Sociale Libre » (F.S.U.) réunit en 1950 1 % des suffrages. Farouchement anti-communiste et anti-marxiste, ce groupement combat avec énergie la clause des 5 % et certains de ses candidats figurent sur les listes de la « Communauté d'Electeurs Libres ».

Cette Communauté qui depuis quelques mois connaît un certain développement, fera ses preuves dans les prochaines élections. Primitivement ne pouvaient bénéficier de cette étiquette que les personnes affiliées à un groupement d'opposition nationale. A la suite de nombreuses demandes et après l'inscription sur les listes électorales et l'approbation de l'actuel Sénat, la direction a décidé d'accepter des candidatures individuelles. A l'heure actuelle, la « Communauté d'Electeurs Libres », sans parler des adhérents d'une trentaine d'organisations culturelles, économiques et politiques réunies en son sein, groupe 8.000 personnes. Elle a installé des Comités électoraux dans toutes les circonscriptions de Berlin qui travaillent à répandre ces trois mots d'ordre :

1) Briser la tyrannie insupportable de la bureaucratie ;

2) Faire cesser le gaspillage des Fonds Publics ;

3) Surmonter la crise économique à Berlin.

La direction est assurée par Fritz Kloppe dont le dynamisme, les talents d'organisateur et les nombreuses relations ont réussi à assurer l'autonomie financière de la Communauté. Selon Kloppe, le principe des « Communautés d'Electeurs Libres » s'est révélé efficace au cours d'élections communales. En novembre 1953, dès leur première apparition dans le Würtemberg-Bade, les Communautés remportèrent 6.648 sièges contre 4.008 pour les représentants de toutes les autres idéologies (marxistes, libéraux, chrétiens-démocrates). Il est donc possible que la « Communauté d'Electeurs Libres » représente au nouveau Sénat de 1954 une force politique nouvelle.

Parmi les formations affiliées à la Communauté, citons la Section Berlinoise des « Possedistes », qui propose une nouvelle structure de l'Etat, une organisation économique débarassée de l'exploitation capitaliste et bolchevique. Depuis 1952, de très nombreux groupes locaux de Possedistes existent à Berlin-Ouest et en Allemagne Occidentale.

Mentionnons également l' « Union des Prussiens », environ 400 membres, L' « Union des Démocrates Libres », l' « Union pour le Droit et la Liberté » et un nouveau groupement apparu il y a quelques mois : « La Communauté d'Intérêts des Berlinois sans revenus », crée à la suite des difficultés intérieures au sein des groupements de chômeurs. Plus de 50.000 sans travail appuient la « Communauté d'Electeurs Libres ».

La Communauté (F.W.G.) englobe encore d'autres groupements de différentes natures qui ne se feront pas connaître avant les élections afin de ne pas s'exposer à des représailles économiques.

La lutte électorale se fait surtout à l'aide de brochures, les affiches sont peu nombreuses. Depuis septembre dernier des réunions ont lieu dans toutes les circonscriptions afin de désigner les candidats. Ajoutons pour terminer cette rapide revue de l'opposition à Berlin-Ouest que de nombreuses organisations de réfugiés et d'anciens soldats seront tôt ou tard, en dépit de leur caractère non confessionnel et apolitique, amenées à prendre parti en faveur des grands partis ou de l'opposition nationale.

(d'après « DIE BRUCKE »)



ECHOS

QUI TROMPE-T-ON ICI ?

Voici, sur la véritable portée de la politique de Mendès-France, un commentaire anglais de l'hebdomadaire bien connu *New Statesman and Nation* que notre presse s'est bien gardée de faire connaître au public français. A notre connaissance, ce commentaire n'a été cité que par Pierre Boutang dans *Aspects de la France*.

« *Nous saluons la renaissance française. Sans elle, l'Angleterre aurait certainement dû, dans très peu d'années, adhérer à une alliance guerrière occidentale en vue de rejeter les Russes de l'Allemagne orientale et de l'Europe de l'Est. Maintenant, grâce à M. Mendès, il n'est pas impossible d'écarter cette évolution* ».

« *Cela ne signifie pas que tout soit décidé. Même si les décisions de Londres sont ratifiées, le Premier Ministre a une chance d'éviter la mise en application du traité. Ayant apaisé les Alliés, et ainsi restauré l'unité occidentale, il ne manquera sûrement pas d'utiliser la situation forte ainsi créée pour négocier avec les Russes un traité de paix allemand. Quand viendra cette initiative française, quelle sera l'attitude anglaise ? Continuerons-nous à affirmer que le réarmement allemand est une fin en soi, et rejoindrons-nous M. Dulles pour étouffer la diplomatie française ? Ou nous joindrons-nous aux Français pour rechercher une entente réaliste avec l'Union soviétique dans les mois décisifs qui sépareront la ratification du traité de la mise sur pied des divisions allemandes ?* »

BARANES S'ELOIGNE

Le silence et l'ombre tombent tout doucement sur l'affaire Baranès, maintenant reléguée à la troisième page des journaux. Faute de l'existence d'une opposition nationale vigoureuse, disposant d'une presse, faisant entendre sa voix par des manifestations, des affiches, des tracts, cette occasion et bien d'autres sont perdues.

Avant que l'enterrement définitif ne vienne débarrasser la puissance de ce scandale intempestif, reprenons, sans oublier la précise mise au point de Legendre à la réunion de Wagram du *Rassemblement National*, les conclusions suivantes d'un collaborateur particulièrement bien informé de *France Réelle* :

Les conditions invraisemblables dans lesquelles l'enquête fut menée, ne permettront pas à la justice de faire des découvertes sensationnelles mais le scandale aura permis de révéler à l'opinion :

— Que les éléments progressistes « travaillent » l'appareil gouvernemental au profit du P.C.

— Que les socialistes anti-Mollet recèlent dans leurs cercles intimes des éléments qui n'ont plus rien à refuser au P.C.

— Que certains députés élus sur des listes R.P.F. entretiennent aujourd'hui des relations étroites avec « Libération ».

— Qu'un crypto-communiste notoire comme André Blumel peut à la fois être en relations constantes avec le conseiller technique du Président du Conseil et avec le chef du contre-espionnage.

— Que les campagnes anti-maccarthystes de la presse neutraliste cachaient en réalité un souci de désorganiser l'appareil de sécurité anticommuniste de la police.

« L'Express » pourra toujours parler du complot de la néo-cagoule et affirmer que Mitterrand vient de sauver la République, le ministre de l'Intérieur ne pourra plus éviter que des questions précises soient posées à l'instruction : il n'y a pas eu que les fuites en direction de d'Astier de La Vigerie. Qui a remis le rapport Ely à « l'Express » ? Qui a informé Roger Stéphane sur les délibérations du Comité de Défense Nationale ? Stéphane connaissait-il Labrusse ?

Enfin, est-ce que ceux qui, à « L'Express » et à « France-Observateur » ont bénéficié, sous le gouvernement Laniel, des premières « fuites » n'ont pas eu, depuis l'arrivée de Mendès-France au pouvoir, accès au plus hauts secrets de l'Etat ?

André Baranès aura au moins prouvé au pays, bien involontairement sans doute, que tous ceux qui ne veulent pas travailler avec les anticommunistes sont prêts à tolérer l'action cirminelle des cryptos.

L'anti-maccarthysme, on sait aujourd'hui ce que ça cache !

LES RELATIONS COMMERCIALES SOVIETO-ARGENTINES

Le traité de commerce conclu, il y a treize mois entre l'Argentine et l'Union Soviétique est loin de procurer au gouvernement de Buenos-Aires, les avantages qu'il en attendait, ce dont se réjouissent et c'est bien naturel, les hommes d'affaires américains qui avaient bien vu que son principal objectif était de renforcer l'indépendance du régime péroniste à leur égard. Le Général Péron est en train de vérifier qu'il n'est pas si facile que cela de pratiquer une politique de troisième force, et qu'en tous cas, cette politique ne serait viable pour l'Amérique latine que dans le cadre d'une entente étroite avec une Europe également soucieuse de son indépendance entre les deux blocs hostiles.

Les échanges réalisés jusqu'à maintenant en exécution du traité soviéto-argentin atteignent, en effet, la moitié à peine des 250 millions de dollars annoncés par les milieux officiels. Si l'Argentine a jusqu'ici tenu scrupuleusement ses engagements, l'U.R.S.S. effectue ses livraisons avec une lenteur désespérante. Les promesses faites par Moscou en matière de livraisons de pétrole brut, de charbon, de fer et d'acier ne sont qu'à moitié tenues. La déception du Gouvernement de Buenos-Aires est encore plus vive en ce qui concerne l'aide technique et financière que Moscou avait promis de lui apporter en vue de moderniser l'équipement agricole, ferroviaire et électrique du pays qui est ext:êmement déficient.

La question que l'on se pose couramment à Buenos-Aires dans les milieux d'affaires est de savoir combien de temps le traité restera en vigueur. Comme le traité comporte une clause de dénonciation annuelle, on s'est montré surpris de ce que le gouvernement ne l'ait pas dénoncé cette année.

Il paraît que certains officiels argentins estiment que l'Argentine peut avoir avantage à proroger le traité afin qu'il lui serve de monnaie d'échange dans d'ultérieures négociations commerciales avec Washington.

Le gouvernement de Buenos-Aires mène d'actives négociations commerciales depuis quelques mois et il faut bien constater que la politique qui les inspire est la vivante antithèse de celle que préconisait le général Franco (avec qui les relations de Péron sont d'ailleurs très tendues et même franchement inamicales depuis quelques mois) dans l'interview qu'il a accordée au journaliste Roy Howard. C'est ainsi qu'un important accord commercial a été signé tout récemment avec l'Allemagne orientale.

Cette politique de marchandages entre l'Est et l'Ouest qui s'accompagne curieusement d'ailleurs d'un ménagement de plus en plus marqué du capitalisme argentin nous éloigne décidément de l'idéal que s'était fixé le péronisme.

L'ELECTION DE L'ETAT NEW-YORK

La campagne électorale bat son plein dans l'Etat de New-York qui élira bientôt son gouverneur. Le candiat démocrate est le banquier israélite Averell Harrimann qui fut un temps administrateur du Plan Marshall et l'un des inspirateurs avec le technocrate Jean Monnet de la C.E.C.A. C'est aussi un ardent partisan d'une politique d'entente étroite entre Washington et Bonn, ce qui prouve, contrairement à ce qu'affirme souvent une certaine presse française, que cette politique n'est pas le monopole de l'aile droite républicaine et que ses ressorts étant surtout d'ordre financier, la couleur politique de ceux qui la soutiennent importe peu.

Les liens financiers d'Harrimann avec certains groupes industriels et bancaires d'Outre-Rhin sont, en effet, très étroits et très anciens. Son père fut un des rois des chemins de fer grâce à l'appui qui lui fut accordé par les grandes banques allemandes et il s'est lui-même intéressé entre les deux guerres à des affaires en Silésie.

Voilà de quoi nous rendre plus méfiants que jamais à l'égard de l'Europe Atlantique, télécommandée de Washington, que nous préparent les récents accords de Londres et de Paris, où l'Allemagne des consortiums germano-américains sera le bastion avancé des féodalités industrielles et financières d'Outre-Atlantique.

QUI IRA A MOSCOU : DE GAULLE OU DALADIER ?

On chuchote un peu partout que les récents entretiens Mendès-De Gaulle ont eu pour thème essentiel, la « reprise du dialogue » avec Moscou dont le Général et ses amis semblent, en effet, s'être faits une spécialité depuis quelques mois (cf. le voyage en Pologne de MM. Soustelle et Lebon, les interventions « gauchistes » de M. Louis Vallon, les interventions de M. Palewski à l'Assemblée Nationale). Mendès aurait demandé à de Gaulle de faire un voyage « d'exploration » (c'est le terme à la mode lancé par Mendès) à Moscou, mais le Général aurait décliné cette offre conseillant à Mendès d'y envoyer Daladier (si nous en croyons « France-Observateur »). On prétend que ce voyage aurait

l'approbation de M. Pierre de Gaulle et de la Banque de l'Union Parisienne où il occupa une importante situation ; cette banque représentant en France de puissants intérêts britanniques ne peut que soutenir une politique qui est celle que préconise depuis de longs mois la City.

LES DECEPTIONS DE M. BERARD-QUELIN ET LES AMBITIONS DE M. MITTERRAND

Un qui a dû ronger son frein en apprenant la nomination à l'Agence France-Presse de M. Jean Marin, c'est M. Berard-Quelin. Poulain de M. Mitterrand, il espérait bien que la place serait pour lui ; mais on ne peut pas caser tous ses amis à la fois, surtout quand ils ont un passé aussi compromettant que M. Bérard-Quelin qui fut un des rédacteurs les plus en vue de la très collaborationniste « France au travail » et fonda ensuite la « Correspondance de Presse » qu'il publia jusqu'en 1944. (et qui parait toujours). M. Bérard-Quelin, actuellement directeur de la Revue « *Documents et Informations Parlementaires* » devrait pourtant savoir, sinon, ce n'est vraiment pas la peine d'être un ami de M. Mitterrand, qu'on ne peut se permettre d'avoir été collaborationniste que si on a été ensuite, ne serait-ce que quelques jours, un grand ou un petit résistant.

Que M. Bérard-Quelin soit devenu par la suite l'un des principaux animateurs du Club des Jacobins, ne lui est d'aucun secours, il en fait l'amère expérience.

Le Président de cette officine maçonnique et pro-soviétique Monsieur Charles Hernu est l'un des ardents protagonistes avec le ministre de l'Intérieur de la Ligue démocratique qui rassemblerait les progressistes du Centre d'action des Gauches indépendantes (nuance Gilles Martinet-Claude Bourdet), les socialistes anticédistes (nuance Max Lejeune-Robert Lacoste), les radicaux (nuance Daladier), l'U.D.S.R. et la Jeune République.

LEON BLUM ADOLESCENT

RABI trace dans **la Terre retrouvée** un intéressant portrait de «Léon Blum adolescent » et du messianisme révolutionnaire de cet adolescent, il écrivit :

« ... Mais le portrait de Blum adolescent serait incomplet sans la touche de messianisme prophétique. Ecoutons le jeune bourgeois juif du début du siècle évoquer **« l'action de la race juive sur les destinées de ce monde. »** Son rôle n'est pas achevé. Les juifs auront une part **« dans la destruction de la société présente, dans l'édification de la société nouvelle. »** En cela, ils obéissent **« à leur instinct, à la loi naturelle de leur race. »** Car cette **« race »** est clairvoyante. Accoutumée à la catastrophe **« elle perçoit avec un flair presque animal l'approche des cataclysmes révolutionnaires. »** Elle ne luttera donc pas contre. Elle aidera, bien au contraire, à la venue de la Révolution. Où mène donc la force critique de ce peuple, cette puissance logique, cette audace de pensée ? **« Dans la mesure où je discerne la pensée collective de la race, c'est vers la Révolution qu'elle les mène. »** Certes, les Juifs ont perdu la foi religieuse. Ils gardent toutefois une foi rationnelle : **« Elle tient en un mot : la justice... Leur Messie n'est pas autre chose que le symbole de la justice éternelle. »**

C'est ce messianisme révolutionnaire qui pousse Mendès-France à répéter depuis plus d'un an que nous sommes en 1788.

Etudes et Tribune Libre

Les exterminations de juifs pendant la guerre

On sait que le chiffre officiel avancé par la propagande alliée sur l'extermination des juifs pendant la guerre est celui de six millions.

Ce chiffre est fondé sur des éléments de preuves relativement fragiles. Ces éléments sont seulement au nombre de deux : Le premier est une déclaration faite par une personnalité qui aurait dîné avec Eichmann, chargé de toutes les questions juives dans le IIIe Reich pendant la guerre, à la veille de la défaite. Eichmann qui a complètement disparu depuis, aurait déclaré au cours de ce dîner qu'il était responsable de la disparition de six millions de juifs et qu'il ne se souciait pas, par conséquent, de rendre des comptes aux Alliés.

Le second témoignage est constitué par la déposition de Hoess au procès de Nuremberg. Ce témoin, directeur du camp d'Auschwitz, déclara dans un témoignage qui fut enregistré avec un luxe de précautions absolument extraordinaire, qu'il était personnellement responsable de la disparition de deux millions de juifs exterminés au camp d'Auschwitz et que d'autre part, il était parvenu à sa connaissance que le nombre total des exterminations de juifs en Allemagne s'élevait à six millions. Ce second témoignage, outre sa forme tout à fait exceptionnelle qui est en elle-même assez surprenante, a été acquis

dans des conditions également inattendues. Hoess avait été en effet cité comme témoin à décharge par Kaltenbrunner, qui était l'adjoint de Himmler pour toutes les questions concernant les camps de concentration. Dès son arrivée à Nuremberg, Hoess fut arrêté et interné dans un camp spécial pendant un mois. C'est au cours de cet internement que, travaillé par les Alliés, il produisit finalement cette déclaration qui, naturellement causa un certain étonnement aux défenseurs de Kaltenbrunner qui avaient demandé son interrogatoire. Il est à noter que par la suite, Hoess fut extradé et remis aux Autorités polonaises, le camp d'Auschwitz se trouvant en territoire sous administration polonaise. Condamné à mort comme criminel de guerre par les Polonais, il devait être exécuté au mois de mars 1948. La dernière nouvelle qu'on ait eue à son sujet est celle du sursis de son exécution qui avait été fixée à la semaine de Pâques et qui fut différée en raison de cette coïncidence.

Ces deux témoignages n'ont jamais fait l'occasion d'aucun examen critique. La Presse mondiale a admis sans discussion le chiffre de six millions, et pendant des années, ce chiffre fut considéré comme une certitude, malgré la fragilité des témoignages sur lesquels il était fondé. Chose curieuse, ce furent les organisations juives américaines qui publièrent les premiers documents contradictoires avec ces déclarations.

Ce fut à l'occasion d'une étude purement démographique sur la population juive mondiale en 1939 et en 1950 publiée dans le journal juif *Aufbau*. Il ressort des chiffres cités qu'il semble difficile de maintenir le chiffre de six millions comme celui des pertes juives pendant la guerre, à moins d'admettre un pourcentage de naissances absolument anormal entre les années 1939 et 1950. Ces chiffres ne furent pas commentés dans la presse et passèrent à peu près inaperçus, la contradiction ne fut relevé nulle part. Aucun livre consacré aux camps d'extermination ou à l'histoire de la guerre ne fait même mention de ces statistiques — on ne les retrouve d'ailleurs sous leur forme complète que dans les publications des communautés juives.

Le problème vient d'être repris récemment par un spécialiste dans une revue de Buenos-Aires. Nous citons la partie de son article qui mentionne les chiffres sur lesquels il appuie son enquête :

« Dans le territoire du Reich, y compris le protectorat de Bohême-Moravie, vivaient 1.600.000 juifs. Sur ce nombre parvinrent à sortir du territoire allemand 865.000 juifs, plus un

nombre de juifs que nous négligeons et qui quittèrent le territoire allemand de manière illégale. »

« La surveillance des juifs fut renforcée pendant la guerre. Les juifs durent, comme on sait, porter des insignes et se présenter périodiquement à la police. Toutefois, ce ne fut que pendant la première période de la guerre qu'il y eut une tentative d'internement général des juifs conforme au droit des gens. Parmi les juifs demeurés en Allemagne, 295.000 moururent par suite de vieillesse, maladie et privations; d'autre part, les attaques aériennes coûtèrent la vie à 90.000 juifs parmi lesquels 28% seulement étaient internés. En chiffres ronds, il n'y eut pas, parmi les juifs de nationalité allemande, plus de mille personnes qui furent condamnées à mort et exécutées. Le pourcentage relativement élevé des décès s'explique parce que les juifs restés en Allemagne étaient en majorité des personnes âgées qui étaient particulièrement exposées en raison de leur vieillesse aux privations et aux souffrances de la guerre auxquelles s'ajoutaient les souffrances morales provenant de leur situation et dans les derniers mois de la guerre, en beaucoup de cas, les mesures d'internement qui furent particulièrement dures en raison de la destruction des moyens de ravitaillement. »

« Les comparaisons statistiques montrent toutefois que la mortalité des vieillards dans la population allemande spécialement dans les grandes villes, atteint à peu près le même niveau. Naturellement, il faut tenir compte qu'il y eut dans les camps, de nombreux excès qui toutefois ne correspondent pas à l'image qui en a été donnée après la guerre. D'après ces chiffres, 204.000 juifs auraient dû se trouver à la fin de la guerre vivant sur le territoire du Reich. En fait, les Alliés, d'après leurs propres déclarations, en trouvèrent 200,000. »

« De plus, dans le courant de l'année 1945, se présentèrent en outre 22.000 juifs qui avaient été internés dans les territoires occupés de l'est. De ces 222.000 juifs du territoire allemand qui étaient vivants à la fin de la guerre, une partie émigra dans la première année d'après-guerre en Israël, au Canada, en Australie, en Amérique du Sud et aux U.S.A. »

« Dans le reste de l'Europe, habitaient en 1933, 5.600.000 juifs (sans compter les juifs des territoires de l'Union Soviétique), Sur ceux-ci, 500.000 habitaient les pays européens qui restèrent neutres pendant toute la guerre. Les 5.100.000 autres se trouvèrent dans des territoires soumis à l'occupation allemande. »

« Entre 1933 et 1945, on constate les émigrations suivantes : 120.000 juifs en Angleterre ; 60.000 en Suisse ; 60.000

au Canada; 75.000 en Amérique centrale, 15.000 en Australie, 45.000 en Afrique, 5.000 en Espagne et au Portugal, 450.000 aux Etats-Unis, 225.000 en Amérique du Sud, 60.000 en Chine et aux Indes, 300.000 en Palestine, 25.000 en Suède, soit au total : 1.444.000 émigrants. »

« A la suite du partage de la Pologne et de l'occupation par les Russes de la Lithuanie, de l'Esthanie, de la Lettonie et de la Bessarabie, 1.300.000 de ces juifs passèrent d'Europe sous le contrôle soviétique »

« Dans les territoires soumis à l'occupation allemande (à l'exclusion des territoires de l'Union Soviétique) envahis par *suite des opérations, se trouvaient en gros, 2.350.000 juifs. Sur ce total, 286.000 juifs moururent de mort naturelle en comprenant sous cette rubrique les accidents et les attaques aériennes. 61.000 trouvèrent la mort dans les combats des troupes régulières ou des partisans, parmi ceux-ci 18.000 pendant l'insurrection de Varsovie et 12.000 pendant l'insurrection de Lemberg). 8.000 juifs disparurent au cours de massacres dans les territoires baltes, en Pologne, en Hongrie et Yougoslavie. 10.000 juifs furent condamnés à mort et exécutés pour espionnage et participation aux attentats des francs-tireurs et aux actes de sabotage. »*

« Le nombre total des morts parmi les juifs vivants dans les territoires occupés par l'Allemagne est donc de 365.000 personnes. Le nombre total de ceux qui ont survécu serait donc de 1.985.000 personnes. »

« D'après les documents de la Police de Sécurité allemande, se trouvaient en octobre 1944 dans l'ensemble des territoires occupés par l'Allemagne, 2.200.000 juifs. D'après leurs propres documents, les Alliés trouvèrent à leur arrivée, au moment de la capitulation de l'Allemagne 2.100.000 juifs. »

« Le Comité américain pour la Palestine estimait en 1952 qu'il y avait encore dans l'ensemble de ces territoires 1.600.000 juifs. En ce qui concerne l'émigration juive entre les années 1945 et 1952, nous ne disposons d'aucun documents certains. Il est vraisemblable, toutefois, que le chiffre de l'émigration correspond à la différence constatée entre ces deux dates. »

« Non seulement ces chiffres objectifs, mais encore l'émigration favorisée par les Allemands pendant toute la durée de la guerre, confirment que le plan d'une « solution de la question juive » *dans le sens d'une extermination telle que la présente la propagande, n'a jamais existé à aucun moment et n'a jamais été mis en pratique. Par exemple, le gouvernement du Reich autorisa dans les années 1942 et 1943 l'émigration*

de plus de 20.000 juifs hongrois vers la Suisse. Dès l'année 1940, avec l'autorisation des Allemands, de nombreux paquebots transportant des juifs quittèrent la France pour la Palestine, parmi lesquels en particulier, le paquebot français « Patrie », qui, pris en chasse et attaqué par des bateaux de guerre anglais le 25 novembre 1940, s'échoua devant le port d'Haïfa et disparut dans un incendie, entraînant la mort de 2.875 de ses passagers juifs sur un nombre total total de 3.800. Pendant les années 1941 à 1945, les Allemands autorisèrent de même vingt transports d'émigrants à quitter les ports roumains et bulgares dans la direction de la Palestine. Six de ces transports furent coulés par des attaques de la marine alliée dans la méditerranée orientale et ces attaques coutèrent la vie à une partie des passagers. Dans l'année 1944, malgré les extrêmes difficultés de transport, le gouvernement du Reich autorisa encore l'émigration de 2.000 juifs vers la Suède. »

« Dans l'Union Soviétique vivaient avant la guerre environ 3.000.000 de juifs. Ce nombre s'augmenta après le partage de la Pologne et l'occupation des Etats baltes et d'une partie de la Roumanie d'environ 1.300.000. Sur le destin de ces juifs, nous ne possédons à l'heure actuelle que des documents et des statistiques d'origine juive qui ne concordent pas entre elles. D'après le « New-York Times, » *500.000 juifs auraient été transportés de force en Sibérie, et environ 450.000 dans les territoires du sud de l'Oural. Le journaliste juif David Berkelman rapporte que pendant la seule période de l'hiver 1941-1942, environ 1.200.000 juifs moururent au cours des transports vers la Sibérie, soit par suite du froid, soit suite de la faim. Ces chiffres ne sont accompagnés d'aucun document. Ce qu'il y a de sûr, en tout cas, c'est que ces juifs n'ont pas été exterminés par les Allemands. »*

« D'après la déclaration faite par le général S.S. Ohlendorf à son procès, les commandos spéciaux chargés d'assurer la sécurité de l'armée allemande en Russie auraient exécuté 90.000 juifs en raison de leur activité sur les lignes de communications allemandes, comme franc-tireurs et partisans ainsi que pour sabotage, espionnage, ou complicité de sabotage et d'espionnage. Toutefois, la valeur de ce témoignage est sujette à caution parce que Ohlendorf était alors prisonnier des Alliés et soumis aux pressions auxquelles les alliés soumettaient leurs prisonniers. Il faut donc le considérer probablement comme un chiffre maximum. »

« Les opérations de guerre étaient à peine terminées qu'un flot de juifs orientaux se déversa sur l'Allemagne et l'Autri-

che. Une partie d'entre eux venaient directement du territoire soviétique, mais beaucoup avaient été jusqu'en Sibérie. Dans les années 1946 et 1947, cette émigration atteignit son point maximum : chaque jour plus de 1.000 juifs franchissaient la frontières des zones, et certains jours, on les compta jusqu'à 10.000. Ils restaient peu de temps en Allemagne et après un court séjour partaient pour une nouvelle destination, en général avec des secours importants. A certains moments, cette population juive exceptionnelle s'éleva à un million de personnes, en Allemagne occidentale et en Autriche. Le nombre total des juifs éclusés par les territoires allemands et autrichiens est évalué par les auteurs juifs à 1.500.000 personnes et par certains auteurs américains à 2.000.000 environ. Parmi eux se trouvaient un pourcentage important d'enfants de un à cinq ans. Officiellement, ces hommes qui s'échappaient ainsi des territoires soviétiques étaient désignés sous le nom de « Displaced Persons », *mais on les appelait couramment dans le langage populaire, les* « Echappés de la chambre à gaz ». *Ils n'avaient aucune responsabilité dans ce surnom. Leur passé se composait de longues années passées sous le rouleau compresseur du régime soviétique et ils n'avaient jamais connu bien entendu de camp de concentration équipés de chambre à gaz ou de fours crématoires. Ils s'occupaient essentiellement de se faire diriger vers un Etat hospitalier.* »

« *En dépit des internements, des émigrations, et de la dureté de la guerre et des attaques aériennes, le chiffre de la population juive mondiale est malgré tout en augmentation. En* 1933, *les statistiques relevaient une population mondiale de* 14.200.000 *juifs. Cette population était en* 1939 *de* 15.600.000 *et, dans le cours de l'année* 1948, *le* « New-York Times » *l'estimait à une chiffre situé entre* 16.800.000 *et* 18.000.000. »

*
* *

A la fin de l'article, l'auteur déclare que l'examen de ces chiffres lui paraît prouver qu'il n'y eut pas de plan d'extermination des juifs, qu'il n'y eut pas de camps de concentration utilisant des procédés d'extermination massive, tels que les chambres à gaz qui ont été décrites par la propagande alliée, que les pertes subies par le peuple juif pendant la guerre ont été relativement moindres que les pertes subies par le peuple allemand, le peuple polonais ou le peuple soviétique et qu'en définitive, la question des pertes subies par

la population juive pendant la guerre et par suite de la guerre est entièreemnt à revoir à l'aide d'éléments nouveaux.

L'auteur conclut même au terme de son étude qu'une statistique complète des pertes humaines qui ont été la conséquence de la répression politique exercée après la guerre en Italie, en France, en Belgique, en Hollande, en Norvège et en Tchécoslovaquie donnerait probablement des chiffres supérieurs aux pertes subies par la communauté juive. Il est évident qu'il y a là un point d'histoire qu'il serait important d'éclaircir par une étude approfondie.

L'interprétation, en particulier, des chiffres d'émigrations pendant une période aussi troublée que la guerre et l'après-guerre est évidemment d'une nature délicate. Il n'en semble pas moins assuré dès maintenant que, aussi bien d'après les chiffres cités dans cet article que d'après ceux qui sont mentionnés dans les études démographiques de journaux juifs eux-mêmes, le chiffre de 6.000.000 d'exterminations ne résiste pas à l'examen, et qu'il a servi uniquement à soutenir une propagande de haine et une politique de vassalisation.

GUIDO HEIMANN.

LE DRAME D'AFRIQUE DU NORD

Les échéances de la politique de Mendès-France ont commencé plus rapidement que nous ne le supposions: les accords improvisés en Tunisie ont eu pour résultat d'abolir la surveillance que nous pouvions exercer sur les arrivages d'armes et de matériel en Afrique du Nord. Le soulèvement de l'Aurès est le résultat de cette légèreté criminelle.

Une fois de plus ,les idées fausses, les solutions publicitaires ne conduisent qu'au drame et à la guerre. C'est en Europe que se trouve la solution du problème d'Afrique du Nord, qui ne regarde ni l'O.N.U. ni personne. Seule l'Europe peut parler aux Etats arabes le langage de la puissance et de l'amitié et en même temps assurer l'ordre en Afrique du Nord, en montrant aux arabes le danger commun qui nous menace tous, eux aussi bien que nous.

Mendès-France, Mitterand et leur clique sont bien les derniers qui puissent faire une telle politique.

Pour l'Union des Producteurs (Suite)

III

DU MONDE ORGANIQUE

Nous avons précédemment analysé les causes humaines profondes de la crise du monde actuel (1) .Nous avons pu dégager ainsi la première condition d'une véritable révolution économique : l'aspiration à la justice et au mieux-être qui anime les mouvements de masse de ce XX[e] siècle ne sera pas satisfaite si D'ABORD ne naît pas UN AUTRE HOMME. — un homme ayant accompli pour soi la révolution morale qu'il prétend apporter au monde, ayant vaincu en lui les démons qu'il prétend conjurer dans la société. En effet les meilleures disciplines de pensée et d'organisation valent tout juste, même dans les meilleurs cas, ce que valent les hommes qui les appliquent. Elles n'ont de puissance pour transformer les sociétés que la valeur d'exemple vivant des révolutionnaires qui s'en font les messagers.

Il n'est pas inutile de répéter sans cesse ceci qui conditionne l'efficacité des bonnes volontés si largement déçues par les différents mouvements politiques et syndicaux qui ont prétendu faire régner plus de justice sociale. C'est même d'autant plus nécessaire que les principes immoraux du règne de l'argent en régime capitaliste, comme ceux de l'esclavage de l'homme à la matière organisée dans le régime soviétique, ont transformé l'homme et en on fait un auxiliaire des mécanismes de son asservissement et de sa démoralisation. Toute révolution véritable commence par les hommes avant de transformer les techniques ou l'esprit de leur mise en œuvre. Et ceci est parfaitement évident pour le révolutionnaire : il sait que sa révolution consiste à plier à la volonté de l'homme les techniques dont il est devenu l'esclave.

MONDE ORGANIQUE ET MONDE ORGANISE.

En vérité l'homme moderne fait partie d'UN MONDE ORGANISE par lui et dont il n'est plus qu'un élément constitutif de l'organisation. Et l'organisation détermine son comportement sans qu'il puisse, sous peine de la compromettre, y manifester sa volonté propre, y exercer sa liberté.

Cet asservissement de l'homme au monde artificiel issu de la civilisation technique a atteint un tel degré qu'il n'est plus guère d'hommes ayant conscience de la nature du monde réel. Seuls les hommes d'une telle prise de conscience sont capables de la révolution. Seuls ils sont aptes à poser les problèmes en d'autres termes que les modernes. Reconnaissant la primauté de leur qualité organique sur leur état social ils sont les seuls à pouvoir poser les principes d'un statut organique de la vie en société.

En effet, c'est bien là que réside la deuxième condition de la révolution nécessaire : substituer au rationalisme de l'organisation du monde moderne UNE AUTRE DISCIPLINE DE PENSEE S'APPLIQUANT AUX SCIENCES DE L'HOMME.

(1) Voir numéros 13 et 14.

La mise en forme de cette discipline de pensée doit se référer au monde organique dont l'homme est l'exemple microcosmique. La société, pour être le cadre naturel de la réalisation de l'homme, doit être elle-même de nature organique , Artificiellement organisée par la logique formelle, elle est au contraire le principe de son asservissement et de son aliénation.

Sans développer les raisons de la confusion moderne de l'organique et de l'organisé, nous devons dire qu'elle est la conséquence directe de la pensée moderne fondée sur la dualité de la matière et de l'esprit, et sur le mécanisme cartésien. Sans remonter, comme ce serait utile, aux principes métaphysiques pour rétablir la distinction entre la réalité organique et le monde anorganique, nous devons au moins spécifier leur nature respective :

La première VIT, c'est-à-dire se développe, se transforme, et réalise POUR SOI les virtualités qu'elle comporte. Elle a un devenir, une finalité, un destin. Elle est porteuse de signification, d'histoire. Elle est sujet créateur.

Le second A UNE EXISTENCE, il est posé là, il n'a pas de réalité pour soi, il est devenu, cristallisé, mort. Il ne peut qu'être organisée, il est matière fournissant éléments de construction, mais dépourvu de signification, sans destin. Il n'a que l'utilité.

L'anorganique est essentiellement l'étendue, le nombre, la multiplicité à quoi le cartésianisme a réduit toute réalité. D'où le règne de la quantité reconnu par René GUENON comme le trait dominant du modernisme. L'étendue, le nombre, ne sont dans la vie organique que des modalités de certaines manifestations. Déterminée de l'intérieur la vie organique tire d'elle-même son unité indivisible, sa qualification, sa vie .

Cette analyse distinctive, si évidemment insuffisante qu'elle soit dans le cadre d'un article de revue, permet d'expliquer au moins succinctement comment la réduction de l'organique aux règles de la pensée utilisatrice du monde organisée est la cause de l'asservissement et de l'aliénation dénoncés précédemment.

Si quelques savants ont pu faire vivre artificiellement des cellules dans un bain nourricier, ils ont dû les prélever vivantes sur un organisme vivant et reproduire leurs conditions de vie. Ils n'ont pu tirer de l'inertie la vie. Et ce principe vital naturel qu'aucune science ne sait créer échappera toujours à leurs investigations et à leurs explications, pour l'unique raison qu'on ne peut déduire le principe de ses effets, l'essentiel du contingent.

La vie échappera toujours à nos déterminations rationnelles et à nos analyses. La prétention des modernes dans ce domaine n'a certainement pas fini de prendre des effets pour des causes premières, les modalités pour les principes.

L'exemple le plus comique de cette prétention nous est fourni par le mythe bien moderne du « Robot », l'homme électromécanique omniscient et infaillible. Ici s'exprime jusqu'à la caricature la confusion entre le monde naturel vivant et le monde artificiel construit, entre l'organique infiniment complexe et le mécanique aux relations simples, nombrables et mesurables, entre le libre destin créateur, manifestation imprévisible de la vie, et le déterminisme matérialiste construction abstraite de la raison.

Le mythe d'Halady, de Villiers de l'Isle Adam, représenté comme l'apogée de la civilisation, prouve de façon frappante à quel point ce monde moderne

est privé d'idéal. La perfection d'Halady et d'une société constituée par des robots, leur supériorité théorique sur l'homme de chair et d'os et sur notre société, ne sont justifiées que dans le système rationnel d'un monde privé de vie, organisé pour des êtres sans conscience.

La grande illusion de la science moderne : elle croit que son monde artificiel construit, fait de relations et d'explications simples, nombrables, peut être comparé au monde naturel et en est la représentation adéquate. En réalité, elle ne peut rien créer, mais seulement reproduire certains phénomènes dont elle a établi les données immuables. Ceci n'est pas grave dans l'application des sciences mathématiques et physiques, où la puissance d'utilisation des méthodes et des techniques dérivées de la logique formelle reste conforme au but de ces sciences : une utilité bien définie pour le service de laquelle elles reproduisent par des moyens éprouvés des effets constants. C'est sur le plan de la connaissance pure que dans ces disciplines abstraites le rationalisme se fait illusion et nous induit en erreur.

L'illusion est plus lourde de conséquences dans les sciences de l'homme, par exemple en médecine. Ainsi que l'ont signalé des savants comme Alexis Carrel ou le Professeur Leriche, nous ne savons rien au fond des réactions organiques que nous produisons par nos méthodes d'intervention médicale, parce que la réalité organique n'est pas entièrement contenue dans nos représentations.

Si nous ne pouvons pas affirmer que certaines maladies nouvelles sont le produit des médicaments modernes, nous ne savons rien des effets organiques à plus ou moins longue échéance de certains traitements. Nous savons seulement d'expérience clinique certaine, que les antibiotiques par exemple modifient profondément l'équilibre des fonctions vitales. De même sur le plan économique, bien que les structures de l'économie moderne soient de plus en plus des constructions artificielles de notre raison, nous n'avons toujours pas, malgré les multiples explications que l'on a pu donner, su conjurer les crises économiques. C'est que l'économie n'est pas seulement constituée par nos constructions, mais qu'elle est aussi un fait humain, une manifestation de la vie. La sauvegarde de l'intégrité des hommes et de leur liberté réside dans les sociétés reproduisant autant que possible le caractère d'ensembles organiques.

L'organisation des sociétés sur le schéma des représentations logiques simples qui sont propres à la pensée rationnelle, conduit fatalement à ce que nous avons appelé précédemment (Nº 14) le « Règne des monstres ». Toute la réalité organique infiniment complexe est absente de ces représentations. C'est là précisément, la crise du monde moderne.

La civilisation occidentale est fondée sur la concentration de la raison, elle ne permet de connaitre et d'expliquer que le monde extérieur. Elle n'est pas connaissance de la vie, qui s'acquiert de l'intérieur par la concentration de la conscience.

La révolution que nous appelons dans tous les domaines, est liée à notre capacité de subordonner la connaissance scientifique à la connaissance intérieure, l'exercice de la raison à la conscience.

Aussi les principes d'une conception organique de la vie en société sont-ils des données de la conscience. Ils procèdent du « SENS », la logique formelle n'intervenant qu'au niveau des considérations techniques d'application des principes.

(A suivre.)

JEAN LESIEUR

Les peuples de l'Union Soviétique

(Suite et fin).

Les Peuples du Caucase

Des nombreux peuples du Caucase, seuls, les Géorgiens et les Arméniens ont conservé leur écriture. Les autres doivent avoir recours à une transcription russe ou latine. Staline était Georgien et Mikojen est Arménien — il faut peut-être trouver dans ce seul fait la raison du traitement de faveur dont bénéficient ces peuples. L'incorporation des Georgiens dans l'Etat soviétique provient de leur attitude au cours de la guerre. Plus des deux tiers de l'infanterie avec leurs compagnies d'instruction des divisions de gardes georgiens qui nous faisaient face passèrent de notre côté. Ils n'avaient pas non plus l'intention de combattre sur le front à nos côtés mais demandaient à être employés à l'arrière et cela bien que nous nous trouvions au seuil de la Georgie.

Ils semblaient satisfaits de nous voir combattre pour leur liberté mais leur participation directe à la lutte leur paraissait trop dangereuse.

Les Arméniens dont l'histoire se rattache à la fois à la Russie, à la Perse et à la Turquie préféraient de tous temps les Russes, chrétiens comme eux, aux Turcs et aux Persans musulmans dont la brutale politique de représailles avait fait des millions de victimes parmi ce peuple de marchands instables. Ils nous considéraient avec méfiance tant que nous n'étions pas alliés aux Turcs ; leur attitude à notre égard était peut-être moins hostile qu'à l'encontre des Russes. Partout le bruit courait de l'éventualité d'une telle alliance. Les Russes se livraient à d'intensifs travaux de défense à la frontière turque et on affirmait que dès notre arrivée à Tiflis, la Turquie entrerait en guerre. C'est pourquoi les Arméniens demeuraient sur la réserve et lorsqu'après avoir été faits prisonniers, ils s'engageaient dans les unités de volontaires nationaux, ils furent les premiers à déserter par compagnies entières lors de notre repli. Il me semble qu'il serait possible de détacher les Arméniens des Soviets, si les populations d'origine arménienne dispersées sur les territoires perse, soviétique et turc pouvaient constituer un Etat indépendant.

Les Kabardes et les Balkars avec lesquels nous sommes entrés en contact étroit pendant la guerre eurent une attitude d'expectative. Leur première

question fut de savoir si nous allions supprimer les Kolkoses. Répondait-on par l'affirmative, un mouton était tué sur-le-champ et un banquet organisé en notre faveur.

La division de cavallerie kabarde ne se rendit qu'après avoir tenté par un assaut insensé et téméraire de rejeter une division blindée de l'autre côté de la rivière Nalka. Je fus, d'autre part, amené à intervenir dans une querelle de famille, typique de l'opposition des Kabardes musulmans à la russification. Pendant notre occupation, le fils de notre hôte revint chez lui après avoir déserté. Le père refusa de l'accueillir parce qu'il avait — avant la guerre — épouse une Russe avant de s'engager dans l'armée soviétique.

*
**

Les populations caucassiennes du Nord étaient franchement hostiles aux Russes et au régime soviétique, se soulevant dès notre avance sur leur territoire et protégeant même notre retraite après avoir mis leurs femmes, enfants et vieillards à l'abri dans les montagnes. Aujourd'hui, il n'y a plus sur la carte « *de territoire autonome du Karatcha* ». Les hommes sont quelque part à l'Ouest — je ne peux penser que ces ennemis irréductibles des soviets soient revenus volontairement. Les survivants, enfants, femmes et vieillards ont été transplantés quelque part en Asie Centrale. Un petit peuple héroïque a ainsi disparu.

Un destin analogue frappa deux peuples voisins dans le Caucase central, les Tchetchènes et les Ingoras. Depuis 1937, ils se trouvaient en lutte ouverte avec le régime. Le conflit terminé, les Soviets vinrent les pacifier à l'aide de chars et d'avions, ils végètent aujourd'hui dispersés en petits groupes loins de leurs montagnes dans les déserts et les steppes du Kasachistan. La république autonome des Kalmouks fut même dissoute par les Soviets à la fin de la guerre parce que les Kalmouks, peuple bouddhiste s'étaient notamment déclarés en notre faveur. Le sort réservé à la république autonome des Allemands de la Volga dès le déclenchement des hostilités est bien connu. Dans les dernières années, quelques familles isolées d'Allemands de la Volga qui furent brutalement séparées lors de la liquidation de la république ont commencé à se retrouver dans les espaces sans fin de l'Union soviétique. Les Tartares de Crimée durent également payer leur attitude antisoviétique pendant le conflit par la disparition de leur république autonome. Ils sont maintenant quelque part dans l'Altaï.

L'Ukraine et la Russie blanche

Le grand peuple ukrainien (les statistiques d'avant-guerre lui accordaient environ 45 millions d'habitants) rassemblé dans la république socialiste soviétique d'Ukraine pouvait difficilement être rayé de la carte. Toutes les tentatives du gouvernement soviétique en vue de créer sur nos arrières un vaste mouvement de partisans échouèrent devant la résistance de la population qui, ainsi que j'ai pu en faire l'expérience personnelle, nous livrait les agents rouges.

Les mouvements d'indépendance de l'époque des Skoropadski et Petljura

renaissaient. Si nous avions appliqué une autre politique dans ce pays, des divisions ukrainiennes auraient comblé les brèches provoquées par l'extension démesurée de notre front.

Aujourd'hui encore, une certaine opposition se fait jour en Ukraine. Ce n'est pas sans raison que les dirigeants du Kremlin ont procédé à une épuration méthodique au sein du parti communiste ukrainien à la suite de la liquidation de Beria. Afin de ne pas heurter des sentiments nationalistes croissants, Moscou a décidé de remplacer les « *éléments étrangers* » par des hommes au noms typiquement ukrainiens.

On observe le même phénomène en Azerbaidjan, dans le Caucase oriental et dans les pays baltes.

La troisième grande république soviétique, celle de Russie Blanche, est une exception. Au cours de son histoire, le peuple blanc russien n'a jamais été autonome n'ayant même pas connu une courte période d'indépendance comme ses trois voisins baltes. Les blancs-russiens n'étaient ni Russes, ni Lithuaniens, ni Polonais. Toujours opprimés et maintenus à un niveau culturel très bas. C'était un peuple de bûcherons en majorité analphabètes vivant dans les forêts alors que dans les villes dominaient les éléments étrangers : Russes, Polonais, Juifs, Lithuaniens. On ne peut pas dire qu'il y eut à proprement parler de littérature et d'art blanc ruthénien, bien que dans les villages on ait chanté de vieux airs folkloriques. Le régime soviétique découvrit la Russie Blanche et créa la république soviétique de Bielo-Russie, aujourd'hui représentée aux Nations-Unies où elle se fait l'écho de l'Union Soviétique. Les forêts profondes et impénétrables de Russie Blanche en firent un secteur rêvé pour l'action des partisans, des divisions entières de l'armée rouge y trouvèrent refuge ou y furent parachutées afin d'opérer sur nos arrières.

La population civile dut apporter une aide à ces troupes de partisans plus ou moins contrainte par les événements. Il faut d'ailleurs reconnaître que ce peuple paisible a particulièrement souffert des opérations de représailles engagées par les deux adversaires.

Il est impossible d'affirmer qu'il existe en Bielo-Russie un mouvement d'indépendance ou tout au moins certaines aspirations à une plus grande autonomie. Un fait demeure : la résistance à la collectivisation des terres et au système des kolkhoses.

Les républiques carélo-finnoise et de Moldavie sont des créations des Soviets en vue de parer à toute velléité d'indépendance des Finnois et des Roumains dont le territoire a été rattaché à l'Union Soviétique. Tout n'y va pas pour le mieux, le souvenir d'une relative liberté encore proche contraste avec l'actuel régime de contrainte.

Le calvaire des Etats baltes

On peut examiner ensemble la situation des trois Etats Baltes, car ils appellent les mêmes remarques. La politique du Kremlin dans ces pays est tout à fait caractéristique de la politique des nationalités prônée par Lénine.

C'est un fait bien connu, qu'en 1940, ces trois peuples décidèrent « *volontairement* » leur rattachement à la Russie, offrant un exemple typique

de suggestion massive grâce à une intense propagande. Des peuples relativement heureux et satisfaits de leur indépendance, dont le niveau culturel — exception faite de la Lithuanie — égalait celui de l'Europe, exprimèrent soudain le désir de se laisser absorber par l'Union Soviétique dont ils connaissaient exactement les tendances et les buts véritables. La position des Etats baltes était difficile, mais leur gouvernement en portait la lourde responsabilité, ayant rejeté les pactes de non-agression et d'assistance offerts par l'Allemagne. Aveuglée par la crainte du national-socialisme et la propagande soviétique, les peuples baltes commirent un suicide politique. De nombreux Lettons racontent comment le peuple ne comprit pas les conséquences de son vote.

Les troupes soviétiques déferlèrents sur les Etats baltes. Les organes de M.V.D. entrèrent immédiatement en fonction tandis que les membres des gouvernements étaient emmenés en Russie. Une partie des élites locales se retrouvait en prison.

Toutefois, les Soviets ne touchèrent pas aux structures économiques, se gardant bien de procéder à des nationalisations ou à la collectivisation des terres, tous leurs efforts portèrent sur la propagande en faveur du système soviétique.

Un an plus tard, les soldats rouges durent quitter précipitamment les rives de la Baltique non sans avoir fusillé tous les détenus. La retraite russe dans cette région fut une des périodes les plus dures pour l'armée rouge. On tirait de partout avec des vieux fusils de chasse sur les troupes en plein repli, les trains sautaient, il n'y avait pas de pardon. Les troupes allemandes reçurent un accueil délirant, aucun de ceux qui participèrent à cette campagne n'oubliera ces journées.

Immédiatement des organisations locales proposèrent la levée de contingents nationaux pour mener la lutte contre l'ennemi commun. Les autorités allemandes n'accordèrent à l'époque aucun crédit à ces propositions pour ne leur donner suite que bien plus tard alors que les événements avaient pris une tournure défavorable. Les volontaires baltes furent alors rattachés aux Waffen SS.

Malgré leur déception certaine vis-à-vis du national-socialisme, les unités baltes combattirent avec courage aux côtés des troupes allemandes. Parallèlement, un puissant mouvement de partisans se constitua pour lutter contre les rouges et aussi contre nous Allemands, une organisation de partisans communistes vit aussi le jour. Ces bandes en liaison avec l'armée rouge constituèrent à la fin de la guerre une menace réelle.

Après la débâcle, les Russes revinrent et le M.V.D. (successeur du N.K.W.D. et du M.G.B.° reprit ses activités. Les mesures prises furent graduellement de plus en plus dures.

Les anciens membres des deux divisions de Waffen SS lettoniens, d'abord relâchés, furent à nouveau arrêtés et transférés en Asie Orientale où ils furent condamnés aux travaux forcés avant d'être grâciés vers 1947. Toujours plus nombreux sont les Baltes qui ont grossi l'effectif des camps de concentration au cœur de la Russie. La propagande en faveur de la collectivisation se fit plus pressante dans les petites villes épargnant au début le monde rural.

Des milliers d'Esthoniens, de Lithuaniens et de Lettons s'enfuirent en

Allemagne avant la débâcle et le M.V.D. inventa la légende d'une soi-disante évacuation forcée afin de pouvoir condamner pour crime de guerre un plus grand nombre de soldats allemands. D'innombrables fermes furent abandonnées et des milliers de paysans venus du territoire soviétique avec l'espoir d'échapper aux Kolkoses, vinrent s'installer. Riga, Kaunas voyaient affluer les Russes en quête de conditions de vie meilleure, car à cette époque, la famine sévissait à nouveau en Russie.

Voyant que les Russes incorporaient déjà les jeunes gens dans leur armée, une partie de la jeunesse se cacha dans les forêts pour y échapper, ces jeunes furent rejoints plus tard par des paysans fuyant la collectivisation souvent avec toute leur famille. Ainsi naquit un nouveau mouvement de partisans, beaucoup plus important que pendant l'occupation allemande. Les armes ne manquaient pas et jusqu'en 1948, les partisans purent maintenir des contacts directs avec les organisations d'émigrés en Europe. De nombreux soldats de la Wehrmacht qui avaient préféré la vie aventureuse dans les bois à la captivité russe se joignirent à eux. A cette époque, les fonctionnaires soviétiques, et même certaines unités, ne se hasardaient pas à traverser certaines régions que les partisans contrôlaient avec l'appui de la population.

Leur situation s'aggrava avec les progrès de la collectivisation. Le paysan travaillant dans un Kolkose a si peu pour vivre qu'il ne peut plus rien donner. En outre, les Russes intensifièrent leur contrôle maritime, de telle sorte que le ravitaillement en armes et en vivres par la Baltique devint impossible.

Tous les paysans ayant porté assistance à des parents cachés dans la forêt furent arrêtés et eurent droit à leur 25 ans de détention. Les anciens des Waffen SS furent à nouveau arrêtés en 1949 au cours d'une vaste opération et cette fois condamnés à 25 ans de séjour derrière les barbelés plus 5 années de privation de leurs droits de citoyen. Des espions s'infiltrèrent dans les camps de partisans.

Le mouvement est-il aujourd'hui complètement anéanti ? il est difficile de l'affirmer. Un fait semble acquis, il a perdu son importance primitive. Dans leur lutte héroïque, les peuples Baltes ont été vaincus. Les camps de Workuta, Madagan, Narym regorgent de combattants de la liberté Baltes. Le pourcentage des Lettons, Lithuaniens et Esthoniens dans les républiques soviétiques baltes est tombé à 25 % environ. Le reste de la population est constitué d'éléments étrangers.

Le peuple russe en face du régime

Il reste alors le « *peuple de seigneurs* » de l'Union Soviétique, le peuple russe lui-même. L'expérience prouve que ce sont les unités entièrement russes qui ont le mieux combattu pendant la guerre. Si l'on tient compte du pourcentage de leurs effectifs, elles ont perdu beaucoup moins de prisonnaiers et de deserteurs que les unités formées d'autres nationalités. Dans les unités non russes, le corps des officiers était, en général, russe.

Dans son grand discours prononcé devant le congrès du parti à la fin de la guerre, Staline eut raison de louer l'attitude du peuple russe. Comment

expliquer ce phénomène ? La puissance soviétique pourra-t-elle toujours compter sur le dévouement et la fidélité des populations russes ?

Le peuple russe échappe à ce sentiment d'oppression populaire qui joue, par ailleurs, un si grand rôle dans les autres territoires de ce gigantesque assemblage de peuples. Au contraire, le Russe a conscience du rôle déterminant qu'il remplit. Si cependant, il souffre dans sa vie propre de la contrainte du système, il s'agit de son propre sort, de son propre gouvernement, mécontentement plus facile à supporter que l'oppression étrangère. Bien qu'en fait, il n'approuve guère le régime, le peuple russe a toutefois l'impression d'en profiter et il s'y conforme.

Il existe naturellement au sein du peuple russe certains courants antisoviétiques, inévitables dans un tel régime de contrainte, mais dans les crises à venir, le peuple russe sera toujours, ainsi que Staline l'affirmait « *celui qui portera sur ses épaules tout le poids de la guerre* ».

Ces quelques considérations sur les peuples soviétiques ne prétendent pas épuiser le sujet. Il existe une telle multitude de peuples et de groupes ethniques dans cet empire gigantesque qu'il faudrait leur consacrer un livre. Tous ceux dont nous n'avons pas parlé ne jouent qu'un rôle tout à fait secondaire dans la vie politique soviétique. Le régime soviétique a fait beaucoup pour ces petits peuples, encore à juste raison considérés, il y a 30 ans comme barbares. Des écoles et des hôpitaux ont surgi du sol, là où la nature régnait à l'état sauvage.

Ces populations de nomades, pêcheurs et chasseurs, ont maintenant une vie réglée, mais reste à savoir si elles sont d'accord avec la collectivisation croissante de leur vie.

Lorsque l'on réfléchit a la véritable mosaïque des peuples que constitue l'Union Soviétique, on se demande souvent comment les Soviets ont réussi à maintenir cet édifice jusqu'à maintenant. Il a survécu à deux guerres et à la plus sanglante révolution de l'histoire mondiale, il constitue aujourd'hui l'empire le plus étendu et le plus fort. Cet édifice colossal survivra-t-il à une troisième guerre mondiale ?

Cela dépend à mon avis de la politique des adversaires de l'Union Soviétique. On peut tirer suffisamment d'enseignements des erreurs commises dans le passé pour éviter d'en commettre d'autres à l'avenir. La complexité des problèmes politiques et économiques et l'ensemble de la politique suivie pendant la guerre sont à l'origine de telles mesures. Nous savons combien il s'avère difficile de trouver des solutions satisfaisantes dans des problèmes aussi complexes et embrouillés que la question coréenne, le conflit indochinois ou le problème allemand. Répondre aux désirs de liberté et d'indépendance des peuples soviétiques sera une tâche ardue. Quand bien même, ils auraient été satisfaits, les véritables problèmes resteraient à résoudre.

Germann PINNING.

La bataille de la bombe H

L'Amérique perd le monopole des armes atomiques

Il vient de paraître à New-York, sous la double signature de James R. Shepley et de Clay Blair, un livre qui fait sensation intitulé : « *La bombe à hydrogène* ». Il fait d'autant plus de bruit que sa parution suit de quelques mois l'éclatement de l'affaire Oppenheimer et qu'elle apporte une série de réponses, semble-t-il, décisives, aux questions que l'opinion publique américaine se posait depuis des mois sur le rôle exact joué par le célèbre directeur des laboratoires de Los Alamos dans ce que l'on peut appeler le drame de la bombe à hydrogène.

Un mot d'abord sur les auteurs : James R. Shepley est un journaliste dont la carrière a débuté sous les auspices de l'United Press ; il est actuellement à la tête des bureaux de Washington de la revue « *Time* ». Clay Blair est un de ses collaborateurs. Il s'agit donc de deux journalistes qui n'ont aucune attache avec le Mac Carthysme et qui ne sont animés ni par l'anti-communisme passionnel, ni par l'anti-sémitisme refoulé que l'on reproche communément au sénateur M. Wisconsin.

Leur livre, dont l'information abondante et précise semble bien avoir été puisée aux meilleures sources, constitue dans sa froide objectivité, un témoignage irréfutable sur les responsabilités d'Oppenheimer dans le retard apporté à la mise au point et à la fabrication de la bombe à hydrogène. Il montre en effet, avec d'impressionnantes preuves à l'appui, comment Oppenheimer, soutenu par la plupart des physiciens qui avaient travaillé avec lui à Los Alamos et qui lui vouaient une admiration fanatique, usa de son influence toute puissante sur la commission de l'énergie atomique dont le juif David Lilienthal était président, pour s'opposer dès 1945 à la poursuite des recherches entreprises en pleine guerre à Los Alamos par le physicien David Teller sur l'énergie thermo-nucléaire et com-

ment à l'automne de 1949, sitôt après l'explosion de la première bombe atomique soviétique, il mit tout en œuvre pour que le vaste programme de fabrication d'armes thermo-nucléaires que réclamaient Teller et ses collaborateurs ne soit pas mis en chantier. S'il y était parvenu, l'indispensable contre-poids à la formidable puissance militaire des Soviets que représente l'avance des Etats-Unis dans le domaine des armes nucléaires aurait disparu, et l'Occident européen tout entier serait peut-être aujourd'hui asservi. Avec les auteurs nous suivons presque jour par jour l'évolution du drame auquel, dès les premiers jours d'octobre 1949, furent mêlés quelques-uns des personnages les plus importants de la scène politique américaine d'alors. Mais présentons les personnages du drame.

Voici Harry Truman, président des Etats-Unis, sur qui pèsera la responsabilité décisive : dire oui ou non ; voici David Lilienthal rooseveltien de la première heure, rompu aux intrigues politiques de Washington, président la Commission de l'Energie atomique, Lewis Strauss, membre républicain de la dite commission, contre-amiral de réserve, banquier new-yorkais, ayant fait ses premiers pas dans le monde de la finance, sous l'égide de la banque Kuhn Lœb and C° ; Brien MacMahon, sénateur démocrate du Connecticut, président de la Commission parlementaire de liaison de l'Energie atomique. Voici enfin les deux savants rivaux, Robert Oppenheimer, conseiller atomique du Président des Etats-Unis, président de la Commission générale consultative de l'Energie atomique et David Teller, le futur père de la bombe à hydrogène, savant encore ignoré et pratiquement sans influence politique.

Oppenheimer et Teller

Il n'est pas inutile de s'attarder quelques instants devant les portraits qu'esquissent rapidement, d'Oppenheimer et de Teller MM. Shepley et Blair. Nos lecteurs pourront utilement compléter, s'ils le désirent, celui d'Oppenheimer en lisant le remarquable article que Raymond Cartier consacrait le 24 avril au père de la bombe atomique. Notons tout d'abord les points de ressemblance des deux hommes. Ils sont juifs tous les deux et américains de fraîche date. Le père d'Oppenheimer, riche importateur de textiles est un émigré d'Allemagne où il enverra son fils étudier à l'Université de Göttingen.

Teller est un juif hongrois ; après avoir vécu quelques années en Allemagne, aux débuts du national-socialisme, il se

réfugie aux Etats-Unis pour échapper aux persécutions raciales.

Socialement ils appartiennent l'un et l'autre à cette grande bourgeoisie d'affaires juive qui, en Europe centrale, régnait sur les banques de Vienne et de Francfort et qui à New-York regarde couler l'Hudson des beaux appartements de Riverside Drive.

Politiquement ils éprouvent tous deux une haine fanatique pour le nazisme. Oppenheimer avouera spontanément avoir poursuivi avec acharnement la mise au point de la bombe atomique dans l'unique espoir d'anéantir Hitler et le nazisme.

Là s'arrêtent les points de ressemblance car, à la différence de Teller qui déteste aussi violemment le bolchevisme qu'il a vu à l'œuvre en Hongrie en 1919 que le nazisme, Oppenheimer n'a que sympathie pour le communisme. De sa jeunesse étudiante à la guerre, en passant par l'Université de Californie à Berkeley, où il enseigne la physique théorique, il vit entouré de militants ou de sympathisants communistes. La première femme dont il s'éprend est la fille d'un professeur communiste de l'Université, Jean Fatlock, elle-même militante communiste. Quand il se marie, en 1939, c'est une militante du parti qu'il épouse. Mrs Harrison, dont le premier mari (Oppenheimer sera le troisième), Joseph Dallet, encien chef communiste de l'Ohio avait été tué devant Madrid pendant la guerre civile espagnole. Sans doute les sympathies communisantes de Robert Oppenheimer sont-elles surtout intellectuelles, mais elles traduisent parfaitement cette attirance aussi irrésistible qu'elle est souvent dissimulée que les intellectuels juifs éprouvent pour toutes les formes de la subversion. Si Oppenheimer n'est pas inscrit, du moins n'en a-t-on pas la preuve, au parti communiste, son frère Frank y milite activement avec sa femme. Lui-même jouissant d'une importante fortune, soutient financièrement les campagnes du parti en faveur des rouges d'Espagne et des communsites chinois. Il restera fidèle jusqu'au bout à ses amis communistes. Quand au début de 1943, « le Defense department » le charge, sur la recommandation unanime des spécialistes de la physique nucléaire, de la direction des laboratoires atomiques de Los Alamos, il insiste vivement pour que ses amis communistes l'y accompagnent et il devra avouer être resté jusqu'en décembre 1953, en étroites relations avec son ami communiste l'espion Haakon Chevalier qui, dès 1943, lui demandait de faire bénéficier les Soviets du résultat de leurs travaux.

Enfin il est aussi avide d'influence politique, quoiqu'il en ai dit dans la célèbre lettre-confession qu'il adressa à l'amiral Strauss, que Teller est tout entier consacré à ses travaux scientifiques. Teller est totalement inconnu en dehors de la petite communauté des savants atomistes. A ses titres de directeur de l'Institut des Hautes Etudes de Princeton, et de Président de la Société américaine de physique, l'ancien directeur des laboratoires de Los Alamos ajoutait au contraire en 1949 ceux de Président de la très importante commission générale consultative de la Commission de l'Energie atomique et de premier conseiller atomique du Président Truman. Grâce à ces deux postes il tenait pratiquement dans ses mains l'avenir des armes nucléaires et il influait par la même sur l'orientation générale de la stratégie et de la diplomatie américaines.

Si l'on ajoute que la personnalité de Teller est aussi effacée que celle d'Oppenheimer, aux dires de tous ceux qui l'on approché, est brillante et captivante — David Lilienthal dit de lui « *c'est le seul génie authentique que je connaisse* » et Dean Acheson déclare qu'il est avec Lord Keynes le plus grand esprit qu'il ait rencontré — on conviendra avec les auteurs que deux hommes pouvaient difficilement être plus dissemblables que ces frères de race et que dans la dure bataille qui allait s'engager après l'explosion de « *Joe one* » (c'est ainsi qu'on appela aux Etats-Unis la première bombe atomique soviétique) la partie n'était pas égale pour le père de la bombe à hydrogène.

Teller préconise les armes thermonucléaires

Les deux hommes ont d'ailleurs peu de sympathie l'un pour l'autre. Quand Teller arrive en 1943 à Los Alamos, Oppenheimer refuse de l'associer aux travaux qu'il poursuit avec Von Neumann, Segrai, Konopinski, Bethe Bretscher, Christie et Enrico Fermi (que certains considèrent aux Etats-Unis comme le véritable père de la bombe A) en vue de la bombe atomique. Un poste sans responsabilités précise lui et assigné à la division de physique théorique, qui lui permet de consacrer l'essentiel de son temps à des recherches personnelles. C'est alors que David Teller se met à réfléchir aux travaux qu'il avait naguère poursuivis avec le professeur George Gamow de l'Université George Washington sur l'énergie des étoiles, travaux qui avaient été indirectement à l'origine d'une étude très remarquée du physicien Hans Bethe qui ouvrait la

voie à l'idée d'une bombe thermonucléaire ou bombe à hydrogène.

Bethe avait en effet calculé que les étoiles brûlaient l'élément le plus léger, l'hydrogène, et le transformaient en hélium. Cette transformation ne pouvait s'accomplir qu'à l'intérieur des étoiles où des températures de plusieurs millions de degrés étaient atteintes.

Pour opérer sur terre cette transformation, et c'est à quoi tendaient les recherches de Teller, des températures encore plus élevées étaient nécessaires.

L'explosion expérimentale de la bombe atomique à Alamogordo le 16 juillet 1945 prouvait de façon décisive que des températures suffisantes pouvaient être atteintes dans une explosion atomique pour brûler le mélange des deux isotopes de l'hydrogène, le deutérium et le tritium. Dès lors la voie était libre pour la bombe à hydrogène.

Teller met Oppenheimer au courant de ses recherches et des conclusions auxquelles il était parvenu et, avec son assentiment il adresse un rapport circonstancié au ministre de la guerre Henry Stimson.

C'est alors qu'en août 1945 les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki mettent un point final à la deuxième guerre mondiale. La volte face d'Oppenheimer est aussi totale que soudaine. Il réclame sans désemparer la fermeture des laboratoires atomiques de Los Alamos dont il abandonne la direction ; ses collaborateurs regagnent les Universités où ils enseignaient avant la guerre et Teller reste pratiquement seul dans la désorganisation générale.

Quand Morris Bradbury succède à Oppenheimer et demande à David Teller s'il accepte de rester à la tête de la division théorique, le savant répond que sa décision est subordonnée à la réalisation de deux conditions : la mise en train d'un programme d'armes nucléaires comportant la fabrication d'au moins douze armes par an, la concentration de ce programme que les armes thermonucléaires. Bradbury lui répond qu'il ne peut en être question.

Oppenheimer prêche le désarmement

A la même époque en effet Oppenheimer, sans plus attendre, entreprend avec le soutien de la plupart des savants atomistes, une campagne destinée à provoquer un vaste mouvement de l'opinion publique contre la fabrication des armes

atomiques. Avec le sens des situations dramatiques qui le caractérise, on le voit pleurer devant Harry Truman, au cours d'une réception donnée à la Maison Blanche, parce que dit-il, il a du sang sur les mains. Un autre jour il déclare publiquement que les savants atomistes ont connu le péché et que c'est une connaissance qui ne les quittera jamais.

Le premier objectif d'Oppenheimer et de ses amis est de faire passer le contrôle de l'énergie atomique des mains des militaires, comme le prévoyait la loi May-Johnson, dans celle des civils. Une campagne de presse est donc déclanchée contre la loi May-Johnson, taxée de militarisme. Elle reçoit naturellement l'appui enthousiaste d'un millier de savants qui réclament son abrogation et son remplacement par le projet de loi Mac-Mahon qui remet le contrôle des armes atomiques aux mains des civils. Cette campagne insiste également sur la nécessité d'adopter le plan Acheson-Lilienthal pour le contrôle international de l'énergie atomique. Ce plan dont Oppenheimer est en réalité le véritable auteur, prévoit la construction d'installations atomiques en Union Soviétique, avec le concours des Etats-Unis et reconnait aux Soviets un droit de veto sur toutes les questions touchant l'énergie atomique.

De tous les points des Etats-Unis affluent les résolutions et les manifestes qui demandent au Président Truman et aux membres du congrès d'interdire la production des armes nucléaires. Les groupements professionnels, les clubs de femmes, les églises, les syndicats, les associations d'anciens combattants et d'étudiants, n'ont qu'une voix pour protester contre le clauses militaristes de la loi May-Johson.

Peu d'hommes au gouvernement prennent conscience des dangers que cette campagne fait courir à la sécurité des Etats-Unis. Et comment n'en courrait-elle pas puisqu'Oppenheimer est le conseiller du Président en matière atomique et que son ami Lilienthal est président de la Commission de l'Energie atomique ?

Le premier résultat de la campagne est incontestablement l'abandon à peu près total du programme d'armement atomique. Le sénateur Hickenlooper, chargé en 1949 par la commission parlementaire de liaison de l'énergie atomique, d'une enquête sur « *'incroyable mauvaise gestion* » de Lilienthal à la tête de l'A.E.C., devait déclarer qu'en 1947 la situation des Etats-Unis, en matière d'armes atomiques tournait au tragique.

Le deuxième résultat est d'accroître l'influence politique

d'Oppenheimer et de ses amis qui sont pour la plupart communistes ou crypto-communistes, et de faire naître dans la conscience populaire la naïve croyance à l'universelle compétence de ces hommes qui ont pénétré les secrets de la matière « *Parce que*, disent James Shepley et Clay Blair, *un homme pouvait résoudre une formule mathématique contenant vingt-sept inconnues, on crut qu'il était spécialement doué comme homme d'Etat pour diriger les affaires de la nation. Les savants nommés à la Commission de l'Energie atomique pour conseiller les commissaires et le Président sur des affaires techniques, dépassèrent largement ces attributions et prodiguèrent leurs conseils en matière de politique de gouvernement et de stratégie militaire. d'éthique et de morale et faillirent faire prévaloir leurs points de vue en ces matières* ».

Le second objectif de la campagne anti-atomique d'Oppenheimer est, semble-t-il, de répandre l'idée selon laquelle la super-bombe de Teller n'est pas réalisable. Dès la fin de 1945 en effet, après son départ de Los Alamos, Oppenheimer, dans un second rapport adressé au ministère de la guerre, revient sur le premier rapport qu'il avait signé avec Teller et demande qu'on ne donne aucune suite au programme thermonucléaire. Au cours des débats parlementaires qui précèdent le vote de la loi Mac-Mahon sur le contrôle de l'énergie atomique, Oppenheimer est invité à venir exposer les méthodes de libération de l'énergie atomique. Il fait alors allusion à la théorie de Hans Bethe, selon laquelle l'énergie du soleil dérive d'une série de fusions réactives, entraînant un atome léger, et il déclare que s'il est concevable qu'un développement de cette espèce puisse s'accomplir sur terre, il ne sait pas, quant a lui, comment, et qu'il ne pense pas que ce puisse être une perspective immédiate.

Teller qui est, comme Oppenheimer ne l'ignore pas, en vue de la bombe H, est tout à fait déconcerté par l'attitude incompréhensible de son confrère. Il prend l'avion pour Washington où il demande à être entendu par le congrès. Il y déclare qu'il est au contraire convaincu qu'il ne sera pas difficile de construire des bombes atomiques qui surclasseront la bombe d'Hiroshima comme celle-ci avait surclassé les bombes classiques. Mais la déposition de Teller est de peu de poids en face de celle d'Oppenheimer. La commission ajourne ses travaux et Teller rentre à Los Alamos où il s'efforce sans succès de retenir un certain nombre de savants qui s'apprêtent à quitter les laboratoires.

Dans un suprême effort pour sauver son programme thermonucléaire, Teller organise et dirige avec le concours d'Enrico Fermi, en avril 1946, une réunion des trente savants atomistes les plus réputés des Etats-Unis.

Cette conférence dont le but est de démontrer que la bombe à hydrogène est techniquement réalisable, fait l'objet d'un rapport qui est publié en juin. Malheureusement parmi les physiciens qui assistent aux entretiens, figure l'espion communiste Klaus Fuchs.

Ce dramatique effort de dernière minute pour inciter le gouvernement à pousser plus avant les recherches thermonucléaires échoue à cause de l'influence grandissante d'Oppenheimer. Le rapport qui expose en détail comment une bombe à hydrogène peut être construite dans un délai de deux ans, est bien adressé à Washington afin qu'une décision soit prise à l'échelon le plus élevé. Mais aucune décision ne devait jamais être prise ; le rapport ne parvint pas en effet au Président Truman, ayant été classé par la Commission de l'Energie atomique Fermi conseille alors à Teller de ne pas s'entêter à réaliser un programme pour lequel il est évident que le gouvernement n'éprouve aucun intérêt et il l'invite à venir travailler avec lui au département des sciences physiques de l'Université de Chicago. Teller accepte cette proposition et quitte Los Alamos pour la ville du Michigan.

Pendant les années 1948 et 1949 le programme thermonucléaire reste abandonné en dépit de l'intransigence croissante de la Russie. On en discute brièvement en 1948 au département de la Défense, mais il est repoussé sur l'instigation d'Oppenheimer qui, en sa qualité de président de la commission générale consultative de l'énergie atomique se prononce contre lui.

La Bombe "A" Soviétique

En septembre 1949, le Président Truman, devançant brusquement les déclarations que s'apprêtait à faire Andrei Gromyko, délégué soviétique au Conseil de Sécurité des Nations Unies, informe le peuple américain et le monde occidental de la récente explosion d'une bombe atomique soviétique immédiatement baptisée « *Joe one* » par la presse américaine. Un mois d'incertitudes et d'extrême confusion avait précédé la décision prise par le Président d'annoncer la catastrophique nouvelle au peuple américain.

En effet lorsqu'à la faveur de vols scientifiques effectués en Extrême-Orient par quelques unités de l'aviation américaine pour mesurer la pénétration des rayons cosmiques à travers l'atmosphère terrestre, on acquiert au mois d'août 1949, la quasi certitude qu'une bombe atomique a explosé en Sibérie, la nouvelle se heurte d'abord à une incrédulité quasi générale, non seulement dans les milieux militaires et politiques, mais également dans certains milieux scientifiques. Personne en effet n'accepte de croire que les soviets se trouvent maintenant scientifiquement sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis. Le scepticisme à cet égard est particulièrement vif à la Commission de l'Energie atomique présidée par Lilienthal et dont font partie, au moment de l'explosion de « *Joe one* », Sumner T. Pike, ancien conseiller d'Harry Hopkins, le physicien De Wolf Smyth, l'ancien avocat Gordon Dean, ami du sénateur Mac-Makon et l'amiral Strauss que nous avons présenté à nos lecteurs au début de cet article. Seul ce dernier est impressionné par la nouvelle qui le renforce dans la méfiance vigilante qu'il n'a cessé de montrer, même du vivant de Roosevelt, avec son ami James Forrestal, à l'égard de la politique stalinienne. Même scepticisme au Département de la Défense, où pourtant William Webster, président de la Commission de Liaison atomique de ce ministère, ayant, au reçu de la nouvelle, demandé aux Anglais si leurs propres réseaux de détection la confirmaient, reçut une réponde affirmative. Il en fait alors part au secrétaire à la Défense, Louis Johnson qui l'accueille avec un scepticisme non dissimulé.

C'est que la nouvelle est terrible pour Johnson qui, sur les ordres de Truman dont il a financé la campagne électorale, a pratiqué des coupes sombres dans les crédits militaires. Il se refuse à croire, lui aussi, que les soviets aient pu se rendre maîtres des secrets de l'atome et qu'ils aient pu construire les énormes installations industrielles que nécessite la production des matières fissibles. Johson s'en tient désespérément à l'avis du Major général Leslie Groves, ancien directeur du Manhattan District pendant la guerre, qui avait informé le gouvernement américain que les soviets auraient besoin de quinze ou vingt ans pour construire une bombe atomique. Il s'y tient d'autant plus que cet avis est confirmé par celui de savants éminents, tels que Vannevar Bush qui, pendant la deuxième guerre mondiale dirigeait l'Office de la Recherche scientifique. Johnson est d'autant plus porté à faire confiance à ces hommes qu'ils savent parfaitement que, depuis la fin de

la guerre, les soviets ont à leur service des physiciens aussi capable que Peter Kapitza, Fersman, Frenkel, Jaffe, etc...

Si les soviets ont la bombe atomique, c'est la politique militaire de Johnson tout entière fondée sur la suprématie durable des Etats-Unis en matière atomique qui s'effondre, car cette politique a été une véritable politique de désarmement. La marine a été réduite à une force de police. l'orgueil de l'U.S. Navy, le super porte-avion « *United States* » a été abandonné en cours de construction. On a réduit les crédits destinés à l'aviation.

En revanche quand Truman apprend la nouvelle, il reste longtemps silencieux et, au contraire de Johnson, n'en conteste pas, un seul instant, l'authenticité. Il décide de réunir sans délai le Conseil national de Sécurité au ministère de la marine. Autour de Truman sont réunis Acheson, Johnson, le directeur de la Central Intelligence Agency et plusieurs autres conseillers. On procède à un examen sérieux de la situation créée par l'explosion de la bombe soviétique et de l'alternative: accident de laboratoire ou évolution de l'industrie atomique soviétique aboutissant à l'explosion d'une bombe, on repousse le premier terme soutenu par Johnson pour ne retenir que le second.

Acheson déclare que la politique militaire suivie jusqu'alors a été irréaliste et que les Etats-Unis doivent désormais la réviser complètement en fonction de la détention par les soviets des armes atomiques. On décide qu'il n'y a pas de temps à perdre et qu'il faut au plus tôt rétablir les Etats-Unis dans une situation de force telle qu'ils puissent faire face à la menace croissante d'agression soviétique. On décide aussi que Truman doit, sans plus attendre, apprendre la nouvelle au peuple américain.

(*à suivre*)

Jacques MAYENNE.

REVUE DE PRESSE

M. Paul Reynaud dénonçait l'autre jour à l'Assemblée nationale la partialité de la « radio la plus disciplinée d'Europe ». Mais la mise au pas de la radio n'est rien à côté de celle de la presse. On doit en effet pouvoir compter sur les doigts d'une seule main les journaux, ayant une audience nationale, qui troublent par leurs discordances le touchant concert d'éloges qui charme les oreilles de M. Mendès.

Seul « LE FIGARO » semble rester fidèle à une opposition d'ailleurs prudente et modérée. Encore a-t-il fallu le rejet de la C.E.D. pour fixer l'attitude auparavant très ondoyante de M. Pierre Brisson qui, au surplus, et contrairement à M Beuve-Mery qui fait régner dans son journal une unité de doctrine sans égale dans la presse, laisse certains de ses collaborateurs vanter les mérites et le crédit de l'homme dont il signalait pourtant la malfaisance dans son éditorial du 21 octobre.

De retour des Etats-Unis, il écrivait en effet : « à Washington, à New-York la méfiance est partout. Il est vrai que certains français s'y emploient, ne craignant pas de placer à millions d'exemplaires, l'image d'une France lâche, mendiante, gouvernée jusqu'au 20 juin 1954, par une suite ininterrompue de valets et de fourbes. M. Mendès-France devrait, pour l'exportation, obtenir de ses jeunes partenaires un peu moins de pommade à la truelle. » voilà qui n'était pas très aimable pour M. Jean-Jacques Servan-Schreiber dont l'article assez tapageur publié par « TIME » en juillet était ainsi directement visé.

M. Servan-Schreiber répondait deux jours plus tard dans « L'EXPRESS » à M. Brisson par un article anonyme, mais les agents de publicité de P.M.F. ne se font-ils pas une règle de l'anonymat ? ou, la plume tremblante de colère, il accusait tout simplement de trahison les « fossoyeurs » c'est-à-dire ceux qui n'acceptent pas de courber l'échine devant le maître provisoire que le mauvais hasard d'une conspiration de couloirs a imposé à la France « s'il était vrai que la méfiance existe » écrivait M Schreiber « si cette méfiance dramatique entre nous et les Etats-Unis maintenait l'Occident dans une situation de faiblesse, alors ces messieurs mériteraient un terrible châtiment car ils seraient coupables d'avoir trahi l'intérêt supérieur de la Patrie ».Les excès de plume de M. Schreiber prêteraient à sourire si le fidèle Servan de M Mendès ne témoignait ainsi de l'intolérance « totalitaire » manifestée par les fanatiques du P.M.F. et de leur impatience à mettre au pas tous ceux qui pensent que, pour reprendre une formule plus vraie que jamais, l'enthousiasme n'est pas un état d'esprit politique.

C'est parmi ces derniers que se situe M. Raymond Aron qui est sans doute le seul journaliste juif qui n'ait aucune complaisance pour le communisme. Sous le titre « 1788, ou le malade imaginaire ? » il contestait récemment dans

« LE FIGARO » le diagnostic de catastrophe établi par Mendès au congrès radical de l'an dernier et montrait avec raison que le parallèle 1788-1953 était peu défendable « Si nous sommes en 1789, 1792 n'est pas loin et le destin des constituants attendrait les gouvernants d'aujourd'hui », notait-il, non sans ironie, « les plus farouches adversaires du Président du Conseil ne lui souhaitent pas le sort des réformateurs dépassés par les révolutionnaires », la République « éternellement révolutionnaire » dont se réclamait Mendès à Marseille fournissait peut-être un bel effet oratoire à l'héritier de « l'imposteur chaleureux », mais il n'y aura pas de Révolution en France puisque, comme Raymond Aron l'observait, « les seuls qui, à l'heure présente, veulent une France autre sont les communistes » or l'influence communiste est, socialement, en constante régression depuis six ou sept ans. Il faut donc se défier, concluait Raymond Aron, des comparaisons superficielles et, ajoutait-il assez cruellement, d'une opposition facile « entre un passé indigne et un avenir glorieux afin d'exalter l'œuvre future des gouvernants d'aujourd'hui. »

Nul doute que cette assez jolie formule ait provoqué l'indignation frémissante de M. Mauriac. L'enthousiasme lui tient lieu d'esprit politique. M. Mauriac vit dans ce que Giono, parlant récemment des années où il était le prophète des « vraies richesses » appelait un univers magique. Son émerveillement indéfiniment renouvelé devant les astuces du tricheur, devant ce qu'il appelle d'une manière que lui seul pouvait inventer, « un enchaînement de bonheurs », fait un peu penser à la Comtesse de Noailles s'éprenant du charme canaille de cet autre « voyou de passage » que fut Briand.

M. Mendès et ses amis ont beau clamer leur loyauté, leur souci de netteté, ils sont en train d'enterrer « L'Affaire » d'une manière discrètement « radicale » qui rappelle la belle époque du Front populaire. Ce rapprochement n'est pas fortuit puisque dans un extravagant article L'EXPRESS croyait bon de dénoncer les scandaleuses machinations d'une nouvelle cagoule.

A vrai dire les desseins de cette cagoule paraissent si difficiles à cerner et ses stratagèmes si contradictoirement compliqués que l'anonyme de service ne s'y retrouverait pas lui-même. Stephen Hecquet dont la verve et la causticité se donnent libre cours, pour notre plaisir, dans DIMANCHE-MATIN, s'efforçait de résumer ainsi les divagations politico-policières du détective de L'EXPRESS exprimées, disait-il : « dans une langue au demeurant bouleversante et si violemment proustienne qu'on n'est pas assuré d'être absolument fidèle en en donnant la traduction suivante : il s'agirait d'un faisceau d'hommes et de renseignements, fausement orienté vers l'extrême-gauche par les gens d'extrême-droite dont les gens d'extrême-gauche se seraient eux-mêmes servis pour, les dupant doublement, jeter la suspicion sur leurs propres informateurs, lesquels n'auraient été à leur tour, que les jouets de ces mêmes gens d'extrême-droite dont le dessein n'aurait été que de compromettre les gens d'extrême-gauche... »

L'opération cagoule qu'est devenue l'affaire de trahison grâce à l'habile M. Mitterand et avec la collaboration empressée de la presse aux ordres, était d'ailleurs préparée de longue date comme en fait foi l'article que M. Claude Bourdet publiait dès le mois de Juin dans FRANCE-OBSERVATEUR sous le titre « Vers une nouvelle ligue fasciste ». Il y dénonçait les menées du commissaire Dides et des conspirateurs qui menaçaient la République .Il faut dire que si l'on en croit certains, M. Dides s'intéssait d'assez près aux activités parfois assez « particulières » d'ailleurs, de l'intéressant M. Roger Stéphane qui est,

comme l'on sait, l'un des plus beaux ornements du journal de M. Bourdet. Sous le titre « Deux Baranès et trois affaires Dides », M. Stéphane, dont l'imagination policière est indéniable, et qui semble ne s'être jamais consolé d'avoir raté la carrière qu'il se promettait, de Saint-Just de la Quatrième République, s'efforçait dans FRANCE-OBSERVATEUR du 7 octobre, de noyer l'incontestable trahison de Turpin, Labrusse et de leurs puissants inspirateurs et protecteurs dans le flot des indiscrétions généralisées dont, écrivait-il, profitaient principalement les services de renseignements américains.

S'il y a eu trahison, insinuait M. Stephane, c'est à « la main-mise américaine sur certains aspects définitifs de la politique française » qu'on le doit. Et M. Stéphane de minimiser l'importance des renseignements transmis par Turpin et Labrusse au parti communiste et de s'étendre complaisamment sur les activités politiques et para-politiques de M. Dides, sur ses relations avec certains hommes politiques de l'opposition parlementaire.

Cet article préludait en quelque sorte à l'offensive de grand style, et visiblement inspirée, que M. Louis Vallon commençait quinze jours plus tard dans le même journal contre PAIX ET LIBERTE. M. Vallon qui a été un membre influent du R.P.F. où il rencontra le commissaire Dides, y dénonçait le rôle joué par ce dernier dans l'organisation présidée par M Jean-Paul David. On ne voit pas très bien en quoi ces « révélations » concernaient l'affaire de trahison et de quelle manière la présence de MM. Jean-Louis Vigier, Paul Coirre et René Courtin aux réunions de PAIX ET LIBERTE pouvait expliquer la livraison au parti communiste des plans de campagne au Nord-Vietnam, mais l'essentiel n'est-il pas de détourner l'attention de l'opinion publique d'une enquête qui marque le pas sur l'ordre de l'Hôtel Matignon sur les machiavéliques activités d'une cagoule dans laquelle on enveloppe pêle-mêle tous les adversaires du Gouvernement ?

Les accords de Londres, Maurice Bardèche l'exposait dans notre précédent numéro, ont suscité chez nos amis les plus graves réserves et les plus lourdes inquiétudes. La moindre raison n'en est pas la curieuse indifférence avec laquelle, malgré quelques molles protestations, la presse communiste progressiste et neutraliste les a généralement accueillis.

Si M. Claude Bourdet se demandait avant le débat parlementaire « céderont-ils au lâche soulagement ? » ; il louait Mendès de s'être battu « pied à pied contre le machiavélisme de MM. Dulles, Adenauer et Spaak » et d'avoir « joué ses cartes avec courage et adresse ». Le directeur de FRANCE-OBSERVATEUR qui reprochait dans le même article à ses « collaborateurs enthousiastes » d'isoler soigneusement le grand homme de toute contradiction (pas gentil pour M. Servan-Schreiber !) tombait finalement dans la même confiance systématique pour Mendès que les thuriféraires de P.M.F. Constatant la semaine suivante : « Ils ont cédé », le farouche adversaire de cette alliance atlantique à laquelle Mendès venait finalement de se rallier, ne trouvait finalement à dire que ceci : « il reste que M. Mendès-France s'est montré un merveilleux tacticien de politique Intérieure. »

Raymond Aron constatait avec ironie que ce n'était pas l'un des moindres « miracles » Mendésistes que d'avoir converti LE MONDE à l'Alliance atlantique et au réarmement germanique. Le fait est que M. Maurice Duverger, que l'on vit si ardent à combattre la C.E.D., conseillait le 10 octobre aux fidèles de M. Bense-Mery de consentir au « moindre mal » que serait un réarmement alle-

mand parrainé par P.M.F., « personne ne pourra pratiquement adopter une atti-tude plus ferme que celle de l'actuel Président du Conseil », écrivait l'honorable professeur à qui son admiration éperdue de Mendès faisait oublier ses intransi-geances de plume à l'égard de toute participation allemande ,sous quelle que forme que ce soit, à la défense occidentale.

Quant aux accords de Paris, la presse gouvernementale, même celle qui avait combattu avec acharnement la C.E.D. et le réarmement germanique, les a célébrés dans l'enthousiasme, non pas pour ce qu'ils signifient à plus ou moins lointaine échéance, ce dont personne ou presque ne se soucie, mais dans la mesure où elle a pu les faire passer comme le chef-d'œuvre de la diplomatie mendésienne.

Dans LE FIGARO du 25 octobre, Raymond Aron, tout en se félicitant de l'issue des négociations laissait toutefois percer son inquiétude pour l'avenir « on ne bâtit pas la communauté européenne sur la seule méfiance », écrivait-il et, tout en notant le caractère précautionneux et poincariste de la nouvelle diplo-matie française, il concluait « le nationalisme français s'exprime désormais par une adhésion au leadership anglais dont le siège, à Londres, de l'organisation euro-péenne est le symbole. »

Dans RIVAROL, du 21 octobre, M. D. notait fort justement que Mendès avait roulé tout le monde au Parlement, adversaires et partisans du réarmement allemand, adversaires et partisans de la politique d'intégration européenne. Reprenant fort à propos l'essentiel de l'analyse faite par Maurice Bardèche dans notre précédent numéro, il remarquait que la conséquence des accords de Lon-dres était d'atlantiser les pays de l'Europe occidentale. « Etroitement associés, ils auraient réussi à rétablir l'équilibre entre l'Europe et les puissances anglo-saxonnes. Atlantisés par M. Mendès-France, ils risquent de n'être plus que des pions avancés du Pentagone », écrivait M. D. Les naitonaux européens qui ne veulent être inféodés ni à Washington ni à Moscou n'ont jamais dit autre chose.

Puisque nous en sommes à RIVAROL, nous prendrons la liberté d'attirer l'attention de notre confrère Jean Castetis sur l'existence de DEFENSE DE L'OC-CIDENT qu'il semble ignorer résolument. Sans doute ne tirons-nous pas à 20.000 exemplaires. Il nous semble toutefois que le talent et le courage civique de Bardèche valent bien l'attention répétée que notre confrère accorde aux pâles augures de la presse démo-chrétienne. Ceci dit en toute amitié, bien entendu.

Nous nous en voudrions de ne pas signaler, pour finir, avec un retard dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs, l'excellent numéro spécial consacré par la REVUE MONDE NOUVEAU-PARU, aux rapports franco-allemands avec l'éminente collaboration de M. Robert Schuman.

Jacques POILLOT.

Le gérant : Maurice BARDECHE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

Dépôt légal : 3e trimestre 1954.

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente, PARIS (6e)

*

COMITE DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier-Vignancour, L.-M. Poulain, Maurice Gaït, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Moncho.

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, rue Serpente — PARIS (VIe)

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs.
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois : 700 fr. ; 3 mois : 400 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 francs.

Abonnement de soutien : 5.000 francs et 10.000 francs.

Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS » 35, rue Cortambert - Paris (XVIe)) — C.C.P. 218-219, Paris.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ....

à votre revue DEFENSE DE L'OCCIDENT à partir du n° ....

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature :

<u>Conditions d'abonnement</u> :

1 an : 1.000 fr - 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr - 6 mois : 700 fr.
Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.
Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : "Les Sept Couleurs", 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21 8219, Paris.